



Alger	: 18°	08°
Oran	: 20°	10°
Annaba	: 17°	09°
Béjaïa	: 18°	09°
Tamanrasset	: 27°	11°

ALGÉRIE-ONU

L'Algérie primée au Sommet mondial sur la société de l'information à Genève

P. 24

OPEP

Le Sahara Blend algérien augmente à 66,38 dollars en mars

P. 24

PRÉSIDENTIELLE :

Le chef de l'Etat convoque le corps électoral pour le 4 juillet 2019



Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah a signé mardi le décret présidentiel convoquant le corps électoral pour l'élection présidentielle fixée au 04 juillet 2019, a indiqué hier un communiqué de la présidence de la République.

P. p 3-4

Ministère de l'Intérieur :

10 partis politiques autorisés à tenir leurs congrès constitutifs et 22 associations agréées

P. 4

ARMÉE

Gaïd Salah : «L'ANP accompagnera la période de transition de préparation de l'élection présidentielle»

P. 3



SANTÉ

MAL DE DOS

Et si c'était une maladie inflammatoire ?

P.p 12-13

FOOTBALL

CAN-2019/TIRAGE AU SORT :

La sélection algérienne fixée demain sur ses adversaires

L'équipe nationale algérienne de football sera fixée demain sur ses prochains adversaires à la 32^e Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Egypte (21 juin - 19 juillet), à l'occasion du tirage au sort de la phase finale, prévu aux pieds des Pyramides de Gizeh dans la banlieue du Caire (19h00, heure algérienne).

P. 22

BANQUES

Lancement d'un nouveau programme de formation en ingénierie financière

P. 5

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Une importante cache de munitions découverte près de la bande frontalière à Tamanrasset

P. 24

CE MATIN AU SIÈGE DU COA Cérémonie en l'honneur des médaillés aux JO «Special olymp»

Le Comité olympique et sportif algérien (COA), organise ce matin à partir de 11h, au siège du COA, une cérémonie en l'honneur des médaillés aux Jeux mondiaux «special olymp», Abu Dhabi 2019, catégorie des trisomiques.



Horaires des prières

Jeudi 5 Chaabane 1440

Fajr	04:41
Dohr	12:49
Asr	16:29
Maghreb	19:23
Isha	20:47



EDUCATION À KHENCHELA : Réception de 10 projets pour la prochaine rentrée scolaire

Dix (10) projets du secteur de l'éducation seront réceptionnés au titre de la rentrée scolaire prochaine, dans la wilaya de Khenchela, a-t-on appris mercredi auprès de la direction des équipements publics (DEP). «Dans le cadre du programme visant le renforcement des structures de ce secteur, 5 groupes scolaires et 4 salles de sports seront réceptionnés durant le mois de septembre prochain dans la wilaya en plus d'une cantine scolaire de 200 repas chauds, prévue dans la zone de Feridja relevant de la commune de Chechar», a indiqué à l'APS la même source.

LI AMNIKOU Emission consacrée à la sécurité routière

L'émission «Li Amnikoum» de l'espace radio de la Sûreté nationale, sera consacrée cet après-midi à partir de 16h, sur les ondes de la chaîne 1, à la contribution des services de la Sûreté nationale et des associations de la société civile dans la réalisation des actions de sécurité routière.

BLIDA : Le transport scolaire assuré à seulement 16% des élèves des cycles moyen et secondaire

Seuls 16% des élèves des cycles moyen et secondaire de la wilaya de Blida bénéficient du transport scolaire, selon un rapport présenté mercredi devant l'APW par la commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle. Les communes de Mouzaia, El Afroune, Bouârfa (à l'ouest), Larbaâ, Chebli, Meftah, Ouled Slama, et Boufarik ont été citées parmi les plus déficitaires dans ce domaine, selon ce rapport présenté durant la 1ère session ordinaire de l'APW. En langage chiffré, la wilaya compte 34.784 élèves dans les cycles moyen et secondaire, parmi lesquels 5.439 seulement ont droit au transport scolaire, soit un taux de pas plus de 16%, est-il déploré dans le rapport.

LES 24 ET 25 AVRIL À L'ESAA Séminaire sur l'organisation commerciale en entreprise

La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), organise les 24 et 25 avril, à l'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA) de Mohammadia (pins maritimes, Alger), une formation-action sur : «L'organisation commerciale en entreprise : Comment augmenter ses capacités commerciales et son taux de pénétration dans un marché concurrentiel». La rentabilité d'une entreprise est liée à la qualité de l'organisation mise en place. Chaque faille dans l'entreprise contribue à la diminution de sa performance. Même en ayant les meilleurs produits, effectifs, commerciaux et si l'organisation commerciale ne suit pas, l'atteinte des objectifs, les prévisions de vente, les volumétries commerciales, les coûts et les frais commerciaux, seront grandement compromis. Et pour preuve, il a été démontré que 75 % des échecs commerciaux n'ont aucun rapport avec les produits et services de l'entreprise ; ils sont dus à des problèmes organisationnels.



GALERIE ASSELAH Exposition de Mohamed Malik Laddi

L'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, organise jusqu'au 18 avril à la galerie d'arts Asselah Hocine, une exposition d'art de l'artiste Mohamed Malik Laddi



Météo

	Max	Min
Alger	18°	08°
Oran	20°	10°
Annaba	17°	09°
Béjaïa	18°	09°
Tamanrasset	27°	11°

SALLE IBN ZEYDOUN Trois films en projection

Dans le cadre de son programme «cinéma», l'Office Riadh El Feyh (Oref), organise aujourd'hui à la salle Ibn Zeydoun, la projection de trois films. Au programme : Creed 2 (13h), Dragon ball super : broly (15h30) et Captain Marvel (18h et 20h30).



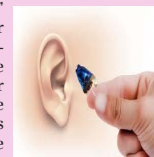
SOLIDARITÉ À MÉDÉA 43 millions de DA débloqués pour le mois de Ramadhan

Un montant de l'ordre de 43 millions de DA a été débloqué dans la wilaya de Médéa pour le financement de l'opération "solidarité ramadan" au profit des catégories névralgiques de la société, a-t-on appris hier auprès des services de la wilaya. Selon les mêmes services, une liste "provisoire" comprenant pas moins de 55 mille familles nécessiteuses va bénéficier d'une aide financière, dans le cadre de cette opération, ajoutant que ce nombre pourrait être "revu à la hausse", suivant les ressources disponibles et les donations provenant d'autres organismes. Contrairement aux précédentes opérations de solidarité, les virements par chèques postaux vont remplacer la distribution directe des aides financières qui était confiée aux assemblées communales, afin de "préservé la dignité de ces familles et s'assurer que cette aide profite à ceux qui le méritent", a-t-on expliqué. Des dispositions ont été prises au niveau des services de trésorerie communales pour entamer, le plutôt possible, le virement de ces chèques et permettre, ainsi, aux bénéficiaires de se préparer pour le ramadan, ont indiqué ces services qui font état, en outre, de l'ouverture, durant le ramadan, de nombreux restaurants et de marchés de solidarité au niveau des grandes agglomérations urbaines de la wilaya.



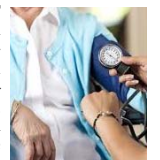
ORAN Des prothèses auditives «très performantes» fabriquées par une SARL algérienne

De "très performantes" prothèses auditives pour malentendants sont fabriquées actuellement avec une technologie allemande par une entreprise algérienne basée à Oran, a-t-on appris hier de son gérant. "Notre entreprise est la première en Algérie à fabriquer des prothèses auditives pour malentendants avec une technologie allemande très développée. La puce utilisée dans nos appareils est ramenée d'Allemagne, le reste des produits est fabriqué localement", a précisé Dr. Fethal Mohamed Adnan, en marge de l'ouverture de la 22ème édition du Salon international du mobilier et équipement médical (SIMEM 2019) au Centre des conventions d'Oran. Travaillant avec le procédé le plus moderne dans le monde qui est l'imprimante 3D mise en circulation depuis 1 an pour la fabrication de la coque de l'intra-auriculaire (l'appareil le plus petit qui se met à l'intérieur de conduit auditif), AUDIFEL propose des produits de bonne qualité à des prix abordables.



BORDJ MENAIEL Journée de formation sur les soins infirmiers

En Hommage au regretté Dr TafaT Bouzid Abdelkrim et à l'occasion de la journée mondiale de la santé, la Direction de la santé et de la population de la wilaya de Boumerdes en collaboration avec l'EPSP de Bordj Menaïel, organise aujourd'hui, au niveau du centre de formation professionnelle N°02 Mohammed Bouzid de Bordj Menaïel, la 43ème Journée de formation médicale continue portant le thème des "soins infirmiers".



LES 12 ET 13 AVRIL À ORAN 6^e journée de neurochirurgie

La faculté de médecine, le Centre hospitalo-universitaire d'Oran en collaboration avec l'association algérienne des neurochirurgiens, organisent les 12 et 13 avril à l'hôtel Eden Resort de Aïn Turk, la 6ème journée de neurochirurgie. Parmi les thèmes qui seront abordés : La neurochirurgie fonctionnelle, Gliomes de bas grade et la chirurgie du rachis.



PRÉSIDENTIELLE:

Le chef de l'Etat convoque le corps électoral pour le 4 juillet 2019

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah a signé mardi le décret présidentiel convoquant le corps électoral pour l'élection présidentielle fixée au 4 juillet 2019, a indiqué hier un

communiqué de la présidence de la République. "Monsieur Abdelkader Bensalah, chef de l'Etat, a procédé le mardi 9 avril 2019, jour de sa prise de fonction, à la

signature du décret présidentiel portant convocation du corps électoral à l'élection présidentielle fixée au jeudi 4 juillet 2019", précise le communiqué.



Le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a affirmé hier à Oran que l'ANP accompagnera la période de transition destinée à la préparation de l'élection présidentielle et veillera à son suivi dans «le strict respect des règles de transparence et d'intégrité et des lois de la République».

«(...) la période de transition destinée à la préparation des élections présidentielles, se fera avec l'accompagnement de l'Armée nationale populaire, qui veillera au suivi de cette phase, au regard de la confiance réciproque entre le peuple et son armée, dans un climat de sérénité et dans le strict respect des règles de transparence et d'intégrité et des lois de la République», a souligné Gaïd Salah dans une allocution prononcée au siège du Commandement de la 2ème Région militaire.

Le général de corps d'armée a noté que «cette phase déterminante requiert de l'ensemble des enfants du peuple algérien fidèle de faire preuve de patience, de conscience et de lucidité afin de réaliser les revendications populaires, guider le pays vers la paix et jeter les bases d'un Etat de droit et d'institutions».

«Aussi, cette phase historique charnière et cruciale requiert, voire impose à l'ensemble des enfants du peuple algérien dévoué, fidèle et civilisé, de fédérer les efforts de tous les nationalistes en suivant la voie de la sagesse, de la pondération et de la clairvoyance, qui tient compte de l'intérêt suprême de la nation en premier lieu, de prendre en considération que la conduite de la période de transition nécessite un ensemble de mécanismes dont la mise en œuvre doit s'effectuer conformément à la Constitution qui stipule que le président du Conseil de la Nation que choisit le Parlement avec ses deux chambres, après le constat de la vacance, assume la charge de chef de l'Etat pour une durée de trois mois, avec des prérogatives limitées, jusqu'à l'élection du nouveau Président de la République», a relevé le chef d'état-major.

Il a ajouté qu'il appartient à tout un chacun de comprendre et assimiler tous les aspects et les contours de la crise, durant la période à venir, notamment dans son volet socio-économique, qui s'aggrave davantage si les positions obstinées et les revendications irréalisables persistent, ce qui se re-

Gaïd Salah : «L'ANP accompagnera la période de transition de préparation de l'élection présidentielle»

flète négativement sur les postes de travail et le pouvoir d'achat du citoyen, notamment au regard d'une situation régionale et internationale tendue et instable.

Aussi, il y a lieu de faire preuve de patience, de conscience et de lucidité afin de réaliser les revendications populaires, guider le pays vers la paix et jeter les bases d'un Etat de droit et d'institutions». Le général de corps d'armée a mis l'accent, dans ce contexte, sur «le danger des tentatives de certaines entités étrangères ayant pour but de déstabiliser le pays et de semer la discorde entre les enfants du peuple».

«Avec le début de cette nouvelle phase et la poursuite des marches, nous avons déploré l'apparition de tentatives de la part de certaines parties étrangères, partant de leurs antécédents historiques avec notre pays, poussant certains individus au devant de la scène actuelle en les imposant comme représentant du peuple en vue de conduire la phase de transition, afin de mettre en exécution leurs desseins visant à déstabiliser le pays et semer la discorde entre les enfants du peuple, à travers des slogans irréalisables visant à mener le pays vers un vide constitutionnel et détruire les institutions de l'Etat, voire provoquer une déclaration de l'état d'exception», a-t-il mis en garde.

Il a affirmé que «nous avons refusé catégoriquement (cela) depuis le début des événements, car il est irraisonnable de gérer la période de transition sans les institutions qui organisent et supervisent cette opération, et ce, au regard des conséquences découlant de cette situation qui pourraient compromettre tout ce qui a été réalisé depuis l'indépendance à ce jour, en termes d'acquis et de réalisations qui demeurent la fierté des générations».

Le général de corps d'armée a précisé qu'afin de «détourner les tentatives d'infiltration de ces parties suspectes, nous avons consenti tous nos efforts au sein de l'Armée nationale populaire, afin de préserver cet immense élan populaire de l'exploitation par ceux qui le guettent à l'intérieur et l'extérieur, à l'instar de quelques individus appartenant à des organisations non-gouvernementales, qui ont été pris en flagrant délit dont la mission consiste à infiltrer les manifestations pacifiques et les orienter, avec la complicité et en coordination avec leurs agents à l'intérieur».

«Ces parties qui s'affairent, par tous les moyens, à dévoyer ces marches de leurs objectifs fondamentaux et à les récupérer afin de faire aboutir leurs plans pervers, visant à porter atteinte au climat de sécurité et de quiétude dont jouit notre pays», a-t-il prévenu.

D'autre part, le général de corps d'armée a souligné que «la justice, qui a recouvert ses pleines préro-

gatives, est désormais en mesures d'entamer des poursuites judiciaires contre toute la bande impliquée dans les affaires de détournement et de dilapidation des fonds publics, et que la question s'étendra également aux affaires de détournement précédentes».

Dans ce contexte précis, il a affirmé que «la justice, qui a recouvert ses pleines prérogatives, agira en toute liberté, sans contraintes, sans pressions ni ordres, pour entamer des poursuites judiciaires contre toute la bande impliquée dans les affaires de détournement des fonds publics et d'abus de pouvoir pour s'enrichir illégalement». A cet effet, nous rasurons l'opinion publique que la question s'étendra à tous les dossiers précédents, comme l'affaire d'El Khalifa, de Sonatrach et du Boucher et autres dossiers relatifs à la corruption qui ont occasionné des pertes considérables au Trésor public».

Le général de corps d'armée a rappelé qu'il n'a aucune autre ambition que de servir le pays et de veiller à sa sécurité et sa stabilité, et qu'il est confiant que le peuple comprendra et mesurera la sensibilité de la situation, privilégiera l'intérêt national et sera capable de sortir victorieux de cette crise».

«Je voudrais en cette occasion rappeler de nouveau que je me suis engagé personnellement à soutenir le peuple en cette étape cruciale et de me tenir à ses côtés, en dépit des voix qui s'élèvent aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, exaspérées par la forte cohésion entre le peuple et son Armée».

L'histoire témoignera de la sincérité de nos propos et de nos actes et que nous n'avons aucune autre ambition que de servir notre pays et de veiller à sa sécurité et sa stabilité, tandis que leurs espoirs et leurs manœuvres visant à porter atteinte à la réputation et la crédibilité de l'Armée nationale populaire échoueront, et celle-ci demeurera, malgré les complots des conspirateurs et l'animosité des vindicatifs, un fort soutien pour son peuple dans les épreuves et les crises, dans le cadre des dispositions de la Constitution et des lois de la République», a-t-il affirmé.

«Nous sommes profondément confiants que le peuple comprendra et mesurera la sensibilité de la situation et privilégiera l'intérêt national et que notre pays saura, grâce à Allah, sortir de cette crise, victorieux et triomphant comme nous l'avons toujours connu», a ajouté le chef d'état-major.

Lors de la 3e journée de sa visite à la 2ème Région militaire, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah a présidé une réunion d'orientation au niveau du siège du commandement de la Région.

A l'issue de la cérémonie d'accueil à l'entrée du siège de la Région, le général de corps d'armée a observé un moment de recueil-

lement sur l'âme du Chahid Boudjane Ahmed, dit «Si Abbès», dont le nom est porté par le siège de la Région, où il a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorant sa mémoire et a récité la Fatiha sur son âme et sur celles de nos valeureux Chouhada.

Il a tenu ensuite, en compagnie du général-major Meftah Souab, commandant de la 2e Région militaire, une rencontre avec les cadres et les personnels de la Région, en présence des représentants des différents corps de sécurité, où il a prononcé une allocution d'orientation, diffusée via visioconférence, à toutes les unités de la Région, et à travers laquelle il a rappelé que «l'ANP a veillé, depuis le début des manifestations pacifiques, lors desquelles le peuple algérien a fait montre d'un comportement civilisé et d'un haut niveau de conscience et de maturité, à s'aligner aux côtés du peuple, et a insisté sur la nécessité de satisfaire ses revendications légitimes, de façon à garantir le bon fonctionnement de l'Etat dans le cadre de la légitimité constitutionnelle, et c'est ce qu'il a souligné lors de ses différentes interventions depuis le début de ces marches pacifiques,

en focalisant sur l'impératif de trouver une solution à cette crise dans les plus brefs délais».

Cependant, a-t-il dit, et avec l'évolution des événements et leur tendance à s'exacerber, l'Armée nationale populaire a appelé à la nécessité de trouver dans l'immédiat une sortie de la crise, et a proposé la mise en application de l'article 102 de la Constitution, mais face à l'absence de réaction aux propositions de l'Armée nationale populaire et aux tergiversations qui perdurent, il a été préconisé, en date du 30 mars passé, la mise en application des articles 7, 8 et 102 de la Constitution».

Il a rappelé que «la dernière étape fut la réunion du 02 avril, lors de laquelle le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire a pris une position historique ferme, en insistant sur la satisfaction immédiate de la revendication populaire pressante et l'application des dispositions de l'article 102 de la Constitution».

Ainsi, le peuple a obtenu ce qu'il voulait lorsque le président de la République a présenté sa démission le soir du jour même, pour passer ensuite à la phase de transition».

EL-BAYADH: Portes ouvertes sur l'Arme des Transmissions

Des journées portes ouvertes sur l'Arme des Transmissions ont débuté hier au Centre d'instruction des transmissions «Chahid Guettaf Amhamed» d'El-Bayadh relevant de la 2ème Région militaire (2ème RM) de l'Armée nationale populaire (ANP), a-t-on constaté.

Cette manifestation de deux jours, qui a pour objectif de mieux faire connaître au public l'importance des transmissions militaires, a été inaugurée par le commandant-adjoint du secteur militaire d'El-Bayadh, colonel Naaidia Abdelkrim, en présence des autorités locales.

La cérémonie d'ouverture a été entamée avec l'allocution de bienvenue prononcée par le commandant-adjoint du Centre d'instruction, lieutenant-colonel Boukerache Aïssa qui a notamment mis l'accent sur ces journées entrant dans le cadre de l'exécution du Plan de communication de l'année 2019, approuvé par le Haut-Commandement de l'ANP.

Cette manifestation, a-t-il souligné, vise à «mettre en exergue les efforts consentis dans la poursuite de la formation de qualité au sein de l'institution militaire et à raffermir les liens avec la société, en particulier les jeunes, valorisant ainsi le rapprochement Armée-Nation dans le sens de la consolidation de la défense de la souveraineté nationale».

Le lieutenant-colonel Boukerache Aïssa a ajouté que cette rencontre constitue «un trait d'union entre le citoyen et l'institution militaire et une fenêtre sur les forces armées et les bonds qualitatifs réalisés par l'ANP dans ses structures en général, et dans les domaines des transmissions et des systèmes d'information, en particulier».

Ces portes ouvertes donnent également un aperçu sur «le professionnalisme des personnels et cadres de l'institution militaire», a-t-il souligné tout en insistant sur «l'opportunité pour les jeunes de découvrir l'équipement exploité et les standards de formation adoptés ainsi que les conditions d'accès à une carrière militaire dans ce domaine».

Différents dispositifs de transmission utilisés dans le cadre de la formation sont présentés à cette occasion à la faveur d'une exposition mettant aussi en relief le rôle d'autres services à l'instar de la santé militaire. La création du Centre d'instruction des transmissions «Chahid Guettaf Amhamed» remonte à 1983 avec, à l'origine, une première implantation à Oued Namous (Bechar), avant d'être transféré en 1989 dans la région de Abadla, puis à El-Bayadh où il se trouve depuis 1991.

SANTÉ

M. Miraoui donne des instructions fermes pour l'amélioration des services des urgences médicales et la prise en charge des malades

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mohamed Miraoui a donné des instructions fermes aux cadres du secteur en vue d'améliorer les services des urgences médicales et la prise en charge des malades, a indiqué hier un communiqué du ministère.

Présidant une rencontre regroupant les cadres de l'administration centrale, les directeurs généraux des centres hospitaliers universitaires (CHU), les directeurs des établissements publics hospitaliers (EPS), les directeurs des établissements hospitaliers spécialisés (EHS) et les directeurs des établissements publics de la santé de proximité (EPSP) de la wilaya d'Alger, le ministre a mis l'accent sur «la nécessité d'assurer le bon déroulement des services des urgences et le traitement des dysfonctionnements concernant la réception, l'orientation et l'hygiène hospitalières».

A cette occasion, il a appelé à «prendre les mesures nécessaires pour faciliter la prise en charge des cas des urgences à travers la mise en place et la maintenance des équipements et des matériels chirurgicaux et l'amélioration des prestations sanitaires dans cette wilaya, notamment la préparation du mois de Ramadhan ainsi que la prévention des maladies inhérentes à la saison estivale 2019».

Par ailleurs, M. Miraoui a souligné l'importance «de doter les différents services d'appareils d'hémodialyse en vue de garantir l'offre, sachant que les urgences médicales constituent «l'image du secteur de la santé et le portail qui fixe les cadres généraux de gestion des autres services médicaux».

En prévision du mois de ramadhan et de la saison estivale, le ministre a demandé aux responsables de la santé de «réunir toutes les conditions matérielles et humaines nécessaires et d'organiser des campagnes de sensibilisation, en se référant aux normes de prévention des maladies transmissibles qui se propagent notamment durant la période estivale».

Concernant la prise en charge de la femme enceinte, M. Miraoui qui a insisté sur «l'importance de la prise en charge de cette catégorie de la société qui doit avoir un suivi dans les hôpitaux publics ou privés depuis le début de la grossesse», prévoit «la baisse de la moyenne de mortalité chez les mères, en adaptation avec les moyens accordés et définis dans le cadre du guide de prise en charge de la femme enceinte».

Il a également appelé à conjuguer les efforts de tous les acteurs dans le domaine de façon à assurer une bonne prise en charge de la santé de la mère et de l'enfant».

Evokant la médecine de proximité, le ministre a mis l'accent sur «le rôle efficient des institutions publiques de la santé de proximité dans les volets de la prévention et des soins».

Le premier consiste à sensibiliser aux risques des maladies et voies de prévention, à travers les campagnes de sensibilisation, alors que le deuxième consiste à accorder les soins et à assurer les prestations sanitaires aux citoyens».

Le ministre a donné des instructions aux gérants pour «assurer une participation du mouvement associatif dans les activités de l'information et de la sensibilisation destinée aux citoyens et renforcer le dialogue social global avec les différents syndicats», soulignant sa détermination à organiser des rencontres périodiques qui regroupent toutes les wilayas.

APS

CONVOCATION DU CORPS ÉLECTORAL: Le processus pour la présidentielle enclenché

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a convoqué le corps électoral pour l'élection présidentielle qui se tiendra le 4 juillet prochain, mettant ainsi en branle le processus qui permettra de combler le vide institutionnel né de la démission du président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

Le président Bouteflika avait remis sa démission le 2 avril après plusieurs semaines de manifestations au cours desquelles les citoyens ont exprimé leur ferme opposition à l'option d'un 5ème mandat ou à celle du prolongement du 4ème, qui devrait expirer le 28 avril en cours.

La convocation du corps électoral intervient au lendemain de la réunion des deux chambres du Parlement qui a pris acte de la déclaration de vacance définitive du poste de président de la République, en application des dispositions de l'article 102 de la Constitution, en vertu duquel le président du Conseil de la Nation assume les fonctions de chef de l'Etat pour une durée de 90 jours.

Dans une allocution prononcée mardi, M. Bensalah, qui ne peut selon la Constitution, se porter candidat à l'élection présidentielle, a fait part de son intention de créer «en priorité et en urgence», en concertation avec la classe politique et la société civile, une institution nationale collégiale, «souveraine» dans ses décisions, à laquelle sera dévolue la mission de réunir les conditions d'organisation d'élections nationales «honnêtes et transparentes».

Le chef de l'Etat a tenu à préciser que le rôle du gouvernement et des services administratifs concernés se limitera à «soutenir et accompagner» cette institution dans l'accomplissement de ses missions «en toute liberté», affirmant tendre une «main sincère et loyale» à tout un chacun pour surmonter les divergences et s'investir dans une action collective dont l'objectif est de «poser les fondements de l'Algérie du futur».

M. Bensalah a appelé la classe politique et les citoyens à participer avec «confiance» pour construire ensemble le nouvel édifice juridique qui ouvrira la voie

à la mise en place d'un «tout nouveau système politique répondant aux aspirations de notre peuple».

De son côté, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a assuré ce mercredi à Oran que l'ANP accompagnera la période de transition destinée à la préparation de l'élection présidentielle et veillera à son suivi dans «le strict respect des règles de transparence et d'intégrité et des lois de la République».

Jeter les bases d'un Etat de droit et d'institutions

«La période de transition destinée à la préparation des élections présidentielles, se fera avec l'accompagnement de l'ANP, qui veillera au suivi de cette phase, au regard de la confiance réciproque entre le peuple et son armée, dans un climat de sérénité et dans le strict respect des règles de transparence et d'intégrité et des lois de la République», a souligné Gaïd Salah dans une allocution prononcée au siège du Commandement de la 2ème Région militaire.

Pour lui, cette phase déterminante «requiert de l'ensemble des enfants du peuple algérien fidèle de faire preuve de patience, de conscience et de lucidité afin de réaliser les revendications populaires, guider le pays vers la paix et jeter les bases d'un Etat de droit et d'institutions».

Cependant, les partis de l'opposition ont exprimé leur rejet de l'installation de M.

Bensalah en qualité de chef de l'Etat, estimant que cette démarche est «incompatible» avec les revendica-



tions du peuple algérien, cette personnalité représentant «un des symboles» du système dont le peuple algérien réclame le départ.

Les partis de l'opposition ont estimé aussi que l'approche constitutionnelle dans la résolution de la crise mènera à l'impasse, le problème étant fondamentalement d'ordre politique.

Concernant le processus électoral et sur un plan technique, la déclaration de candidature doit, notamment, fournir un certificat de nationalité algérienne d'origine de l'intéressé, un certificat médical délivré à l'intéressé par des médecins assermentés, une déclaration sur l'honneur attestant de la résidence exclusive, pendant dix (10) ans, au moins, sans interruption, précédant immédiatement le dépôt de candidature de l'intéressé.

Le dossier comprend, aussi, une déclaration publique sur le patrimoine mobilier et immobilier de l'intéressé à l'intérieur et à l'extérieur du pays, une attestation de participation à la Révolution du 1er novembre 1954 pour les candidats nés avant juillet 1942, une attestation de non implication des parents du candidat né, après le 1er juillet 1942, dans des actes hostiles à la Révolution, ainsi qu'un engagement écrit et signé par le candidat de respecter les principes de la Constitution.

Les signatures doivent être recueillies à travers, au moins, 25 wilayas avec un nombre minimal de signatures exigées pour chacune des wilayas qui ne saurait être inférieure à 1.500.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR:

10 partis politiques autorisés à tenir leurs congrès constitutifs et 22 associations agréées

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a autorisé 10 partis politiques à tenir leurs congrès constitutifs et accordé l'agrément à 22 associations à caractère nationale et inter-wilayas, a indiqué hier un communiqué du ministère.

«En exécution des décisions de la réunion du gouvernement tenue le 3 avril 2019, sanctionnée par l'impératif d'examiner et de traiter les dossiers de création des partis politiques et d'associations à caractère nationale et inter-wilayas conformément aux dispo-

sitions de la loi organique 12-04 et la loi 12-06 du 12 janvier 2012 relatives respectivement aux partis politiques et aux associations, le ministère informe les citoyens et citoyens qu'il a procédé à l'examen des dossiers des partis politiques et des associations concernés par le parachèvement des procédures d'agrément et d'inscription au cas par cas», a précisé le communiqué du ministère.

Dans ce cadre, «dix (10) partis politiques ont été autorisés à tenir leurs congrès constitutifs conformément aux dispositions de la loi organique

relative aux partis politiques, tout en conviant les responsables de deux formations politiques à se rapprocher des services du ministère pour les accompagner, leur faciliter les procédures administratives et parachever les procédures d'agréments».

Selon la même source, «des récépissés ayant valeur d'agrément ont été délivrés à 22 associations à caractère nationale et inter-wilayas».

Le ministère «s'attèle à poursuivre le parachèvement de l'opération jusqu'à l'examen du reste des dossiers déposés», conclut la même source.

BANQUES

Lancement d'un nouveau programme de formation en ingénierie financière

L'Institut de la formation bancaire (IFB) a lancé récemment un nouveau programme de formation au profits de banquiers qui obtiendront donc à son issue, le diplôme de Post graduation spécialisée en ingénierie financière, ont indiqué à Alger des responsables auprès de cet institut public. Ainsi la formation de la première promotion de ce programme a été lancée le 7 avril dernier, a indiqué à l'APS la Directrice des finances, administration et moyens de l'institut, Ilhem Zahraoui, en marge d'une cérémonie de remise de diplômes au siège de l'IFB.

Cette concrétisation intervient à la suite de la signature en mars dernier d'une convention ayant pour objet le lancement d'un programme de formation préparant à une qualification et une professionnalisation des collaborateurs des institutions économiques et financières en vue de l'obtention du diplôme en question, a-t-elle expliqué. Cette convention a été signée entre l'IFB, l'Ecole des hautes études commerciales (EHEC) et la Commission d'Organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB), a souligné la même responsable, notant que le programme de cette formation est élaborée en collaboration entre ces trois organismes. Selon elle, l'instauration de cette formation fait suite aux « besoins exprimés par la place en matière de spécialistes et d'experts en finance et particulièrement en ingénierie financière ».

Elle permet aux candidats un enseignement spécialisée dans la finance pour être capables de maîtriser des instruments financiers, juridiques et fiscaux, de mettre en œuvre des montages financiers complexes, au profit des agents économiques notamment des entreprises.

Filiale de dix (10) banques

publiques et établissements financiers algériens créée en 1989, l'IFB offre plusieurs formations diplômantes, certifiantes et qualifiantes à des banquiers issus du secteur public mais aussi du secteur privé depuis 2002.

L'IFB dispense ainsi un panel de formations au profit de professionnels et banquiers en fonction issus des 28 établissements bancaire et financiers que compte le marché national qui, pour le développement de leurs prestations respectives, prônent le perfectionnement des capacités et aptitudes de leurs employés.

Par ailleurs, lors de la cérémonie, 21 lauréats ont eu leurs Certificats de professionnels des marchés financiers (CPMF), à l'issue d'une autre formation que ce même organisme dispense.

En tout, 30 candidats ont pu bénéficier de cette formation pour obtention du CPMF, et ce, à raison de deux jours par mois pour un volume horaire total annuel équivalent à 32 jours, a précisé Mme Ilhem Zahraoui.

Cette formation a été développée par l'IFB en partenariat avec la COSOB, et ce, parallèlement à la formation d'animation de points de bourse, notamment



avec les employés du Crédit Populaire d'Algérie (CPA) que les deux organismes développent en collaboration.

Instauré en 2014, cette formation a depuis pu profiter à 138 banquiers issus de différentes banques publiques et privées, a souligné Mme Zahraoui.

Les quelques deux cents mille formateurs vacataires issus du secteur bancaire et financier avec lesquels l'IFB travaille, dispensent aussi et entre autres la formation diplômante ITB en partenariat avec le CFPB Paris, a-t-elle ajouté. L'institut est, dans le cadre de sa mission, partenaire de plusieurs organismes nationaux mais aussi étrangers tels

le CFPB Paris et le CNPP Cyber Security. L'ITB est une formation interbancaire et internationale diffusée dans 25 pays qui vise à former des managers exerçant ou appelés à exercer des responsabilités dans différentes entités de leurs établissements respectifs. Depuis deux ans et en partenariat, avec le CNPP Cyber Security et le Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE monétique), l'IFB a de même lancé la formation en e-learning pour laquelle « les responsables des banques et d'Algérie Poste ont manifesté une forte adhésion », en inscrivant plus de 6.000 collaborateurs à former sur une durée de 3 ans.

La désignation de Bensalah comme chef de l'Etat s'inscrit dans l'application stricte de la Constitution (Rabehi)

La désignation de M. Abdelkader Bensalah au poste de chef de l'Etat s'inscrit dans le cadre de "l'application stricte de la Constitution", a soutenu hier à Alger le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Hassane Rabehi. "La désignation de M. Bensalah comme chef de l'Etat s'est faite dans le cadre de l'application stricte de l'actuelle Constitution, laquelle ne peut être considérée comme étant nulle et non avenue que lorsque nous aurons adopté une nouvelle Constitution", a indiqué M. Rabehi qui a animé une conférence de presse à l'issue de la réunion du Conseil du gouvernement.

A une question sur "la violation la Constitution" suite au report de l'élection présidentielle, initialement prévue le 18 avril 2019, M. Rabehi a précisé que "la Constitution actuelle est toujours en vigueur et ne peut être considérée nulle et non avenue tant qu'elle n'a pas été abrogée ou qu'on ne lui a pas substitué une autre Constitution". "L'Algérie dispose d'une Constitution et sortir du champ de cette Constitution

place notre pays dans une situation en contradiction avec les préceptes de la démocratie et de la société moderne qui fonde son action sur l'exécution de la Constitution", a ajouté le porte-parole du gouvernement, rappelant que "l'Algérie a toujours appelé dans les fora internationaux à valoir le principe du respect des pouvoirs constitutionnels".

Pour M. Rabehi, "aller au-delà de ce que prévoit la Constitution nous place hors du champ démocratique et légal, ce qui risque de nous soumettre à la critique objective de la communauté internationale".

A une question relative aux slogans brandis par les manifestants lors des marches populaires à travers lesquels ils appellent au départ du système, M. Rabehi a indiqué que "le pays s'est engagé depuis longtemps dans une logique démocratique qui permet à tout un chacun d'avoir une libre pensée, une opinion ou une initiative", précisant à cet effet que "les pouvoirs publics demeurent à l'écoute de la société". S'agissant des informations faisant état de l'utilisation de la

force pour disperser la marche des étudiants mardi à Alger, M. Rabehi a indiqué qu'il demeurerait "confiant en le professionnalisme des services de sécurité", expliquant que "l'attitude des services de l'ordre a été enclenchée par rapport au degré de l'action des étudiants, estimée comme menaçant l'ordre public". Invité à réagir à la déclaration du Général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) sur "les poursuites judiciaires contre toute la bande impliquée dans les affaires de détournement des fonds publics et d'abus de pouvoir pour s'enrichir illégalement", M. Rabehi a indiqué qu'"il faut laisser la justice s'acquitter de sa mission" dans le cadre de la loi.

Par ailleurs, le ministre a déploré que ses déclarations, faites hier mardi sur la publicité, n'aient pas été rapportées par la presse, exprimant sa "volonté" de travailler avec l'ensemble des médias à même de consacrer les principes de la déontologie, de la transparence et de la confiance.

BISKRA :

Vers la plantation de 32.000 palmiers-dattiers de divers variétés

Plus de 32.000 jeunes palmiers-dattiers de diverses variétés seront plantés dans la wilaya de Biskra au titre de la saison agricole 2019/2020, a indiqué hier le directeur des services agricoles (DSA), Mohamed Bourhla. « Ces plantations prévues sur plus de 300 hectares de terres agricoles irriguées sont

déjà entamées par les investisseurs agricoles et de poursuivent jusqu'à la fin du mois de mai prochain », a souligné le même responsable. 90 % des jeunes plants de dattiers appartiennent à la variété Deglet noir et le reste aux variétés ghars, mechdegla et degla beidha, selon la même source qui a précisé que

ces plantations sont concentrées à Tolga, Foughala, Laghrou et Doucène et à moindre degré à Sidi Okba et Ain Naga. La phoeniculture qui repose sur l'irrigation notamment aux eaux souterraines, est la première activité agricole dans la wilaya de Biskra qui a produit la saison passée 4,7 millions quintaux de

dattes, selon le responsable du secteur. Le patrimoine phoenicole de la wilaya se compose de 4.424 millions palmiers-dattiers dont 4,29 millions palmiers producteurs, selon la direction des services agricoles qui précisent que plus de 3 millions de ces palmiers sont de la variété Deglet noir.

LOGEMENTS
AADL ET LPP :
Les travaux avancent à une cadence appréciable

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Beldjoud a rassuré, hier à Alger, les souscripteurs aux logements de types location-vente (AADL) et logement promotionnel public (LPP) que les travaux de réalisation de leurs logements avançaient à une "cadence appréciable". Lors de sa première rencontre avec les directeurs et cadres du secteur, M. Beldjoud a indiqué que ses services étaient en contact permanent avec les responsables locaux afin de suivre "minutieusement" l'état d'avancement de ces programmes. Le ministre a précisé que l'Etat avait consacré tous les moyens financiers et matériels nécessaires à la poursuite de la réalisation des programmes, ajoutant que les opérations de remise des clés se poursuivront de façon régulière. Concernant le programme AADL 1 (2001 et 2002), le ministre a indiqué que le secteur œuvrait au parachèvement de ce programme dans les plus brefs délais, affirmant que des instructions avaient été données aux responsables de l'AADAL afin de convoquer 10.000 souscripteurs à Alger, mardi pour leur remettre les ordres de versements relatifs à la quatrième tranche (5%). Pour parachever cette opération, durant le mois de Ramadhan, tous les souscripteurs restants dans le cadre du programme AADL 1 seront convoqués pour recevoir leurs ordres de versement de la quatrième tranche, et ce à travers les 14 wilayas concernées par ce programme. Cette opération permettra de passer au programme AADL 2 (souscripteurs en 2013) et d'entamer la prise en charge graduelle des dossiers des souscripteurs avant la fin 2019, a ajouté M. Beldjoud. Le ministre a insisté sur l'impératif de doter ces projets de structures publiques nécessaires, notamment en matière d'éducation, de santé et de sécurité. A cet effet, le ministre a indiqué que plusieurs assises avaient été tenues pour examiner les voies de réalisation de toutes les structures publiques, en accordant toutes les facilités et les enveloppes financières nécessaires. Le ministre a mis l'accent sur la nécessité de lancer des appels d'offre pour poursuivre la réalisation des projets (...) et déployer davantage d'efforts durant les prochains mois. La période allant de mai à août est extrêmement importante pour lancer et accélérer les travaux au niveau des chantiers notamment ceux des structures publiques (CEM, lycées, centres de santé et autres) de façon à permettre la livraison des projets avant la rentrée scolaire 2019/2020.

APS

ARGENTINE: Le FMI prévoit une inflation de plus de 43% en 2019 en Argentine

Une inflation moyenne de 43,7% sera enregistrée en 2019 dans l'économie de l'Argentine, a indiqué le Fonds monétaire international (FMI) dans ses dernières prévisions.

Le FMI prévoit, également un taux de chômage qui devra toucher 9,9% de la population active de ce pays du sud-américain.

A l'occasion de la présentation par le FMI des Perspectives de l'économie mondiale (PEM), le Fonds a indiqué qu'après avoir chuté de 2,5% en 2018, le Produit intérieur brut (PIB) de l'Argentine enregistrera une baisse de 1,2% en 2019 avant de rebondir en 2020 et enregistrer une hausse de 2,2%. De même, le FMI a relevé que l'Argentine avait enregistré une augmentation moyenne générale des prix de 34,4% en 2018. A court terme, le Fonds prévoyait que l'inflation moyenne de l'Argentine en 2019 serait de 43,7% et sera de 23,2% en moyenne en 2020. De son côté, le taux de chômage, qui se situe actuellement à 9,1% selon le gouvernement argentin, augmentera à 9,9% cette année et restera dans cette fourchette tout au long de 2020, a précisé le FMI. La croissance économique mondiale devrait reculer à 3,3% en 2019 contre 3,6% en 2018, avait annoncé mardi le FMI.

Toutefois, le FMI s'attend à une amélioration au deuxième semestre de 2019 avec une remontée de la croissance mondiale à 3,6% en 2020.

TANZANIE: Des revenus touristiques de plus de 2 milliards de dollars en 2018

Le premier ministre tanzanien, Kassim Majaliwa, a annoncé que les revenus touristiques de son pays ont enregistré en 2018 une hausse de 7,13% atteignant les 2,43 milliards de dollars. «Les revenus touristiques de la Tanzanie se sont élevés à 2,43 milliards de dollars en 2018, contre 2,19 milliards de dollars de recettes générées en 2017», a déclaré le responsable tanzanien lors d'une conférence de presse, citée mardi par des médias locaux. Le premier ministre a attribué cette performance à une augmentation des arrivées de touristes étrangers dans le pays, au cours de la même année, indiquant que le pays table sur un objectif de croissance à 7,3% pour 2019.

D'après les chiffres officiels, près de 1,49 million de touristes étrangers ont visité le pays en 2018, contre 1,33 million en 2017.

Cette annonce intervient alors que le gouvernement envisage de développer de nouvelles stratégies pour accroître les performances de son secteur touristique, qui représente la principale source de devises du pays.

Le pays espère attirer 2 millions de visiteurs chaque année à partir de 2020, grâce à une meilleure promotion de ses réserves naturelles, de ses plages, de sa faune ainsi que de sa célèbre montagne Kilimandjaro.

USA-FMI: Le FMI revoit en baisse sa prévision de croissance aux Etats-Unis, à 2,3% en 2019

Le Fonds monétaire international (FMI) a révisé ses prévisions de croissance économique pour les Etats-Unis, qui s'est rétractée à 2,3% en 2019, contre 2,9% l'année dernière, et ce dans la foulée du ralentissement prévu de la croissance mondiale. C'est 0,2 point de pourcentage de moins que ce qu'envisageait le FMI en janvier, selon son rapport sur les perspectives économiques mondiales publié mardi. En 2020, le rythme de croissance devrait encore ralentir à 1,9%, toutefois un peu meilleur que ce que prévoyait le Fonds en janvier (1,8%).

AFRIQUE DE L'OUEST: Un projet de 8 millions de dollars pour la protection des forêts (FAO)

Un projet quinquennal de 8 millions de dollars a été lancé pour la protection des forêts et les terres de l'Afrique de l'Ouest en renforçant leur gestion durable, a annoncé l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans un communiqué publié sur son site web.

Le projet mise en oeuvre par l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (ASDI), en tant que bailleur de fonds, et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avec l'appui technique de la FAO, vise à renforcer la résilience climatique dans 15 pays de la région, a précisé l'agence onusienne.

L'objectif de cette initiative c'est également de permettre aux pays concernés de faire face aux menaces transfrontalières qui pèsent sur les forêts et d'optimiser les moyens d'existence des communautés tribulaires de la région.

Il consiste d'étendre les connaissances actuelles pour une meilleure compréhension du fonctionnement des forêts, de soutenir les réformes juridiques, de déterminer les meilleures pratiques de gestion forestière avec la participation des communautés, et de les partager dans l'ensemble de la région.

Le Plan de convergence pour la gestion et l'utilisation durables des écosystèmes forestiers en Afrique de l'Ouest a été adopté par la CEDEAO en 2013.

Une des conditions préalables à la réalisation du Plan sera de mobiliser un soutien politique, institutionnel, financier et technique dans les 15 Etats membres de la CEDEAO afin de pouvoir apporter des réponses aux défis forestiers d'ampleur transfrontalière.

«C'est un projet très important pour les populations et les gouvernements de la région, et pour relayer les efforts internationaux visant à atténuer le changement climatique et l'appauvrissement de la biodiversité», a déclaré Ulla André, Responsable de la coopération pour le développement régional en Afrique subsaharienne à l'ASDI, cité par le communiqué.

«C'est grâce à des partenariats solides que le Plan de convergence des forêts a pu voir le jour», a souligné pour sa part Tiina Vahnen, en charge de la Division des politiques et des ressources forestières de la FAO.

«Il est maintenant temps de passer à l'action. Le projet constitue une étape concrète pour faire en sorte que la gestion des forêts progresse dans la région. Le projet viendra vivifier la dynamique lancée ces dernières années pour préserver les forêts



d'Afrique de l'Ouest», a-t-il ajouté.

De son côté, le Directeur de l'environnement de la Commission de la CEDEAO, Johnson Boanuh, a expliqué que les problèmes de foresterie interagissent avec les moyens d'existence des personnes et des communautés.

«Renforcer la résilience face au dérèglement climatique, ainsi que la gestion durable des écosystèmes forestiers transfrontaliers sont des éléments clés de ce projet», a-t-il conclu.

Les forêts et les terres boisées sont vitales pour les populations et la biodiversité de l'Afrique de l'Ouest, mais sont pourtant menacées. Couvrant une superficie d'environ 72 millions d'hectares, les forêts et zones humides d'Afrique de l'Ouest constituent une source importante de combustibles, de nourriture et de subsistance pour des millions de personnes.

Elles abritent aussi une grande variété d'espèces animales endémiques fragiles et plus de 200 espèces de plantes.

Cependant, elles sont très sérieusement touchées par la dégradation et la déforestation, elles-mêmes causées par divers facteurs, notamment une expansion agricole non durable et l'exploitation forestière illégale.

Ces facteurs sont exacerbés par des problèmes transfrontaliers comme par exemple les échanges commerciaux entre régions ou au sein d'une région, nécessitant une gouvernance et des capacités forestières renforcées au niveau régional.

Entre 1990 et 2015, le taux de déforestation est quatre fois plus élevé en Afrique de l'Ouest qu'au niveau mondial.

Vers une gestion améliorée des forêts en Afrique de l'Ouest

Pour faire face à ces menaces, la CEDEAO, avec l'appui de la FAO et d'autres partenaires, a élaboré le Plan de convergence des forêts afin de veiller à ce que les questions transfrontalières soient inscrites dans des programmes d'action nationale et de lancer la structure stratégique de base indispensable au changement transformationnel dans la région.

Le nouveau projet facilitera la mise en œuvre des domaines d'action prioritaires définis dans le Plan de convergence des forêts, notamment l'amélioration des connaissances en ce qui concerne les ressources forestières et l'harmonisation des cadres législatifs en matière de politique forestière.

Le projet prévoit de créer un portail web avec les objectifs suivants: faciliter l'accès aux données et le partage d'informations en ce qui concerne les meilleures pratiques de gestion des forêts, apporter des recommandations juridiques et des directives sur la gestion des forêts, aider les groupes communautaires à mettre en vigueur les pratiques de gestion durable des forêts et des terres, et consolider les compétences et les connaissances générales à travers une coopération Sud-Sud et un partage des meilleures pratiques de gestion des forêts.

Par ailleurs, le projet encouragera la réalisation d'autres actions nationales et internationales en faveur des pays d'Afrique de l'Ouest, tels que les Objectifs de développement durable (ODD) et les Contributions déterminées au niveau national (CDN) au titre de l'Accord de Paris sur le climat.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE: Hausse accélérée des prix à la consommation

L'office national des statistiques de la République tchèque (CSU), a annoncé mercredi que la hausse des prix à la consommation s'est accélérée en mars dans ce pays, s'établissant à 3,0% en glissement annuel.

«Il s'agit de la hausse des prix en rythme annuel la plus élevée depuis octobre 2012», précise CSU.

En février, l'inflation avait atteint 2,7% en glissement annuel après 2,5% en janvier.

Cette nouvelle accélération est essentiellement due à la hausse des prix des produits alimentaires et



des boissons non-alcoolisées (+1,9%) et de ceux dans le secteur incluant le logement, l'eau, le gaz et

l'électricité (+5,9%), selon CSU.

En glissement mensuel, les prix ont augmenté de

0,2% en mars, au même rythme qu'en février.

La République tchèque, membre de l'Union européenne qui reste hors de la zone euro et dont l'économie est principalement tirée par l'industrie automobile et les exportations vers l'UE, a affiché en 2018 une croissance de 2,9% et une inflation moyenne de 2,1%.

Pour 2019, le ministère des Finances prévoit une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 2,4% et une inflation moyenne de 2,3%.

PÉTROLE:

Le panier de l'Opep se maintient à plus de 70 dollars le baril

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a progressé à 70,35 dollars le baril mardi, contre 70,33 dollars la veille (lundi), a indiqué l'Organisation pétrolière hier sur son site web.

Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).

Le même jour, les cours de l'or noir ont terminé en baisse après avoir connu des plus hauts en cinq mois, les experts mettant en avant la crainte d'une sortie de la Russie d'un accord pétrolier avec l'Organisation.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin a fini à 70,61 dollars à Londres, en baisse de 49 cents par rapport à la clôture de lundi.

A New York, le baril de WTI pour mai a perdu 42 cents, à 63,98 dollars.

Des informations de presse faisaient état de propos du ministre russe de l'Energie, concernant la reconduction ou non d'un accord de réduction de la production de pétrole avec l'Opep.

Par ailleurs, les récentes hausses de prix s'expliquent par plusieurs facteurs, dont notamment la situation en Libye et au Venezuela en plus de l'accord de réduction de la production de l'Opep.

Lundi, le ministre saoudien de l'Energie Khalid al-Falih a déclaré que le marché pétrolier était en voie d'équilibre et que les pays producteurs de pétrole n'auraient peut-être pas besoin de réduire davantage leur production.

Il a toutefois ajouté qu'il était encore prématuré de dire si la réunion de l'Opep et ses alliés en juin permettra de prolonger les réductions de 1,2 million de barils par jour.

L'Opep et ses partenaires avaient accepté en fin d'année de réduire leur production de 1,2 million de barils par jour à partir de début 2019, afin d'enrayer la chute des prix du brut. Lors de la treizième réunion du



comité ministériel de suivi Opep et non-Opep (JMMC) tenue à Bakou (Azerbaïdjan), les participants ont assuré qu'ils dépasseraient leurs ajustements volontaires de production au cours des prochains mois.

A noter que la conformité globale a presque atteint 90% pour le mois de février 2019, contre 83% au mois de janvier.

Une réunion du JMMC devrait avoir lieu en mai à Djeddah (Arabie saoudite).

La production de l'Opep réduite de 534.000 barils par jour en mars

La production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a diminué de 534.000 barils par jour en mars, avec une très forte baisse en Arabie Saoudite et au Venezuela, a indiqué l'organisation mercredi dans son rapport mensuel.

Le Venezuela, plongé dans le désordre politique et affecté par des pannes d'électricité à répétition, a pompé 289.000 barils par jour (b/j) de brut en moins le mois dernier.

Sa production n'a atteint que 732.000 b/j alors qu'elle dépassait le million en début d'année et approchait encore les 2 millions en 2017.

Depuis le 7 mars et une mégapanne qui avait laissé presque tout le pays dans l'obscurité pendant cinq jours, les coupures d'électricité ont été sporadiques au Venezuela, affectant

notamment le secteur pétrolier et l'économie en général.

Ces pannes interviennent dans un contexte politique tendu entre le régime du président Maduro et l'opposant Juan Guaido, reconnu par une cinquantaine de pays comme président par intérim.

La compagnie pétrolière publique PDVSA fait aussi l'objet de sanctions de la part des Etats-Unis.

La production pétrolière du Venezuela, qui dispose des premières ressources mondiales de brut, s'est érodée depuis des années en raison notamment du sous-investissement dans les infrastructures.

La production de l'Opep a aussi été limitée par la très forte baisse (324.000 b/j) enregistrée en Arabie Saoudite, selon des sources secondaires (indirectes) citées par l'organisation dans son rapport.

Le géant saoudien, chef de file de l'Opep, montre ainsi sa détermination à soutenir les cours du pétrole alors que l'Organisation et ses alliés, dont la Russie, sont engagés dans un accord de limitation volontaire de leur production, qui court jusqu'en juin.

L'effet a permis de redresser les cours du brut: ils ont augmenté au premier trimestre comme ils ne l'avaient plus fait depuis 14 ans et le Brent de la mer du Nord a récemment passé la barre des 70 dollars.

CHANGES:

L'euro stable face au dollar avant la réunion de la BCE

L'euro était stable face au dollar hier dans l'attente d'une réunion de la Banque centrale européenne (BCE) qui ne devrait toutefois pas changer de cap sur sa politique monétaire.

Ce matin, l'euro valait 1,1269 dollar contre 1,1263 dollar mardi soir. Concernant la réunion de la BCE à la mi-journée, «il ne faut pas s'attendre à un feu d'artifice», selon Neil Wilson, analyste.

Lors de sa dernière réunion en mars, l'institution européenne a déjà abaissé ses prévisions de croissance et d'inflation à l'horizon 2021 et repoussé à l'an prochain l'heure de relever ses taux, tout en lançant à compter de septembre un nouveau programme de prêts géants pour les banques.

Le plus important aujourd'hui, selon Konstantinos Anthis, analyste, sera «ce que Mario Draghi (le président de la BCE, ndlr) aura à dire concernant la croissance en zone euro et ses éventuels plans pour la stimuler».

Plus tard dans la journée, les cambistes s'intéresseront au compte-rendu de la précédente réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed).

«Les marchés regarderont de nouvelles indications sur les perspectives pour 2019», ont souligné les analystes, alors que la Fed avait adopté un ton particulièrement prudent en mars.

Enfin, les 27 de l'Union européenne devront décider en fin de journée s'ils accordent un nouveau report du Brexit au Royaume-Uni, une hypothèse jugée très probable et qui explique la force relative de la livre sterling depuis plusieurs semaines. La livre sterling se stabilisait face à la monnaie unique, à 86,26 pence pour un euro contre 86,29 pence mardi soir et progressait face au dollar à 1,3067 dollar au lieu de 1,3052.

Le yen baissait face la devise européenne, à 125,25 yens contre 125,17 la veille, et se stabilisait face à la monnaie américaine à 111,14 yens pour un dollar, exactement comme la veille au soir.

La devise suisse baissait également face à l'euro, à 1,1281 franc suisse pour un euro contre 1,1262 la veille, comme face au dollar, à 1,0010 franc suisse pour un dollar au lieu de 1,0000 mardi. La monnaie chinoise valait 6,7172 yuans pour un dollar, contre 6,7119 yuans mardi. L'once d'or valait 1.304,49 dollars contre 1.304,06 dollars hier soir.

PÉROU:

Le FMI relève ses prévisions de croissance annuelle à 3,9% en 2019

Le Fonds monétaire international (FMI) a révisé ses prévisions de croissance économique pour le Pérou en les relevant à 3,9% lors de cette année, contre un taux de 3,8% annoncé en janvier dernier. Le Pérou enregistrera le deuxième taux de croissance le plus élevé d'Amérique du Sud après la Bolivie (4%), selon le rapport sur les Perspectives de croissance dans le monde publié mardi par le Fonds et relayés par les médias locaux.

Selon les estimations du FMI, le PIB du Pérou devrait augmenter de 4% en 2020.

D'autre part, le Fonds prévoit une croissance de 3,5% au Paraguay et en Colombie et de 3,4% au Chili, tandis que le Brésil et l'Uruguay devraient connaître une croissance de 1,2% et de 1,9% respectivement. La croissance économique devrait également ralentir en Equateur (-0,5%), en Argentine (-1,2%) et au Venezuela (-25%). Le Pérou devrait enregistrer le taux de croissance le plus élevé en 2020 aux côtés du Paraguay avec un taux de 4%, a indiqué le FMI. Selon la Banque centrale du Pérou, la croissance de l'économie devrait atteindre 4% au cours de cette année et en 2020. A son tour, l'Institut péruvien d'économie s'attend à une croissance de l'économie nationale de 4% cette année et de 4,2% en 2020.

L'économie péruvienne a connu une croissance de 4% au cours de l'année 2018, soit l'un des taux les plus élevés en Amérique latine.

Le Pérou aspire à porter la valeur de ses exportations totales d'ici la fin de cette année à 52 milliards de dollars, contre 47,7 milliards de dollars en 2018.

APS

GRANDE-BRETAGNE:

La croissance ralentit en février sous la pression du Brexit

La croissance économique au Royaume-Uni a faibli à 0,2% sur un mois en février, signe d'une activité sous pression en raison des incertitudes du Brexit, a annoncé hier l'Office des statistiques nationales (ONS).

L'ONS dévoile ce chiffre mensuel à quelques heures d'un sommet européen à Bruxelles qui doit trancher sur le report du Brexit demandé par la Première ministre britannique Theresa May.

Après un sursaut à 0,5% en janvier, le produit intérieur brut (PIB) n'a progressé que de 0,2% en février, même si cette performance est meilleure que celle prévue par les économistes interrogés

par Bloomberg, qui s'attendaient à une stabilité.

La croissance a été surtout ralentie par la faiblesse de l'activité dans les services (+0,1%) tandis que le secteur manufacturier (+0,9%) et la construction (+0,4%) ont été plus vigoureux.

Sur les trois mois achetés fin février, la croissance s'est établie à +0,3% et «est restée modeste», souligne Rob Keny-Smith, responsable du PIB au sein de l'ONS.

La grande majorité des économistes s'attendent à un nouveau coup de frein de la croissance en 2019, en raison de l'impact du ralentissement mondial et des incertitudes du Brexit qui freinent les

dépenses des ménages et l'investissement des entreprises.

Le Fonds monétaire international (FMI) a par exemple assez nettement révisé en baisse ses estimations pour la croissance britannique mardi, lesquelles partent du principe qu'un accord sur le Brexit sera trouvé.

Le FMI s'attend à une hausse du PIB de 1,2% cette année, avant un léger rebond de 1,4% en 2020, contre respectivement 1,5% et 1,6% selon ses précédentes prévisions datant de janvier.

De son côté, une moyenne de prévisions indépendantes compilées par le Trésor britannique prévoit une hausse du PIB

de 1,3% pour cette année, après 1,4% en 2018.

Les milieux économiques britanniques n'ont eu de cesse ces dernières semaines de fustiger les incertitudes persistantes autour du Brexit et le blocage politique dans le pays.

Faute d'avoir pu faire valider par le Parlement l'accord négocié avec Bruxelles, Theresa May est contrainte de demander un nouveau délai à l'UE qui devra se prononcer dans la soirée.

L'objectif est d'éviter une sortie sans accord, scénario du pire pour l'économie britannique, à l'approche de la date théorique du Brexit fixée à vendredi.

MILA: Quota supplémentaire de plus de 1800 unités en location-vente au profit de la wilaya

Un quota supplémentaire de 1827 logements en location-vente (programme AADL) a été attribué à la wilaya de Mila, au titre de l'année 2019, a indiqué mardi le directeur local l'Agence nationale pour le développement et l'amélioration du logement (AADL). Les unités seront réalisées au chef-lieu de la wilaya et dans les communes de Chelghoum Laid et Tellegema a révélé, à l'APS, Saber Ghodbane rappelant que la wilaya de Mila avait déjà bénéficié en 2018, d'un quota supplémentaire de près de 2000 logements répartis sur 7 communes en l'occurrence, Chelghoum Laid (600), Ferdjioua (300), Oued Athmania (200), Grarem Gouga (400), Sidi Merouane (400) et Zeghaia (100).

Ce responsable a précisé qu'avec l'attribution de ce nouveau quota, la wilaya de Mila aura bénéficié depuis le lancement du programme AADL 2, en 2013, d'un total de 6627 unités dont les travaux de réalisation connaissent des taux d'avancement disparates.

Il est également attendu qu'un premier quota de 900 logements, réalisés à Chelghoum Laid et Tadjanet, dans le cadre du Programme AADL 2, seront très prochainement remis à leur bénéficiaires, a fait noter le même responsable.

UNIVERSITÉ D'EL TARF : Les nouvelles visions d'exploitation des écosystèmes soulignées

Les nouvelles visions d'exploitation des différents écosystèmes, sources de fourrages pour les animaux, ont été soulignées, mardi, lors d'un séminaire international dédié aux pâturages et à l'alimentation du bétail en méditerranée, organisé à l'université Chadli Bendjedid d'El Tarf.

Les participants, des enseignants et experts venus d'une trentaine d'universités, dont 5 étrangères, ont mis en relief l'importance de ces écosystèmes, à l'image des prairies dans les zones humides, les terrains couverts de plantes, ou encore les clairières dans l'écosystème forestier, ainsi que l'action anthropique qu'ils subissent depuis très longtemps.

L'importance de la préservation et la pérennité du système agro-sylvo-pastoral de la région du Nord Est du pays ont été, dans ce contexte, soulignées par l'enseignante Saida Maâtallah de l'université d'El Tarf dans une communication consacrée au fonctionnement des exploitations agricoles situées dans la zone humide du Nord-Est algérien.

Le fonctionnement de ces exploitations varie en fonction des logiques poursuivies, a-t-elle affirmé, précisant que les modèles d'élevage rencontrés reposent sur des dynamiques sociales, économiques et écologiques qui nécessitent un espace naturel mais pas forcément dédié à l'agriculture.

D'autres participants ont soutenu, par ailleurs, que la zone de l'extrême nord Est du pays est caractérisée par un écosystème exceptionnel, un espace forestier très important, avec plus de 60% de forêts, un cordon dunaire et des zones humides, nécessitant réflexion et débat pour assurer sa durabilité.

De son côté, le directeur local des services agricoles (DSA) de la wilaya d'Annaba, Seghir Boukhatem a axé son intervention sur la réhabilitation des berges des lacs de la région d'El Kala, faisant état notamment de la technique de "translocation" du sol, réalisée sur la berge Sud Est du lac Oubeïra.

L'étude en question a montré, selon lui, que la technique de translocation du sol a permis le développement de nombreuses espèces avec un taux de recouvrement important, soulignant que cette technique semble efficace en terme d'abondance des graminées et des légumineuses contrairement à la régénération naturelle. Le président du séminaire Abdelaziz Nadir Ghamri, a souligné, pour sa part, l'importance de rationaliser le paillage, préconisant la création de «zones écoles» qui permettront, à moyen terme, la vulgarisation et la sensibilisation des éleveurs sur l'importance de préserver la nature.

Cette démarche permettra ainsi, a-t-il affirmé, de protéger ces écosystèmes en recourant à un «savoir-faire» et en convainquant les éleveurs de la nécessité de s'impliquer dans la protection et la durabilité des différents sites, qui représentent une source d'alimentation pour les animaux.

LAGHOUAT: Attribution de 1.000 logements publics locatifs depuis le début de l'année

Un millier de logements de type public locatif ont été attribués depuis le début de l'année dans la wilaya de Laghouat, a-t-on appris hier des services de la wilaya.

Ces logements sont répartis entre les deux grandes agglomérations de la collectivité, les communes de Laghouat et d'Aflou, en plus de l'octroi de 500 aides pour la restauration de vieilles bâtisses, a-t-on signalé.

La wilaya a également bénéficié d'un programme de 1.000 aides financières (1 million DA chacune), dont une partie a été consacrée aux bénéficiaires de parcelles dans le cadre des lotissements ruraux et une autre aux demandeurs de logements ruraux, a précisé la source.

En outre, 4.083 logements de type public locatifs, relevant du programme de 2018, sont en voie d'attribution à travers la wilaya de Laghouat, a-t-on également fait savoir.

De ce nombre, 2.538 unités sont au stade des enquêtes concernant les dossiers de leurs futurs bénéficiaires, 543 autres prêts pour l'opération de tirage au sort et leur attribution prochaine, tandis que le tirage au sort et la remise des clefs



ont été effectués pour 1.002 unités, a-t-on précisé.

De même, 2.000 lots de terrains destinés à l'auto-construction ont été attribués au chef-lieu de wilaya et 500 autres à Aflou, selon les services de la wilaya, qui ont signalé que des opérations de ce type se poursuivent

prochainement. La wilaya de Laghouat a bénéficié d'un financement global de cinq (5) milliards DA pour parachever l'aménagement des lotissements sociaux et ruraux, et de 300 millions DA destinés au raccordement aux réseaux divers de certaines nouvelles cités.

GUELMA: Réalisation de 7 nouvelles piscines de proximité dans 5 communes

Sept (7) nouvelles piscines de proximité seront réalisées au titre de l'exercice 2019 dans cinq (5) communes de la wilaya de Guelma, a révélé, mardi, le wali Kamel Abba.

Dans une rencontre avec les présidents des associations du secteur de la jeunesse et des clubs sportifs, organisée au stade communal «Ali Abda», le wali a précisé que les procédures administratives relatives à la concrétisation des projets destinés à la jeunesse sont en cours, en attendant le choix des entreprises de réalisation, ajoutant que la construction de ces structures sportives a nécessité une enveloppe financière

de plus d'un (1) milliard de DA.

Il s'agit de la réalisation de 2 piscines de proximité au chef-lieu de wilaya dont l'une au niveau du complexe sportif Souidani Boudjemaâ implanté dans la zone Nord et la seconde dans le plan d'occupation du sol (POS) de la région Sud, appelé nouvelle ville, a indiqué le même responsable, soulignant que 2 structures similaires seront construites dans la commune touristique de Hammam Debagh.

Le reste des piscines, ajoute le chef de l'exécutif local, sera réparti sur les localités de Oued Zenati, Héliopolis et Ain Makhlof. Le nombre de

piscines affecté à cette wilaya est jugé «important» et n'a jamais été réalisé auparavant, a assuré le wali qui a souligné la possibilité de concrétiser des projets similaires dans d'autres localités si l'expérience réussit dans cette région, disposant actuellement d'une seule piscine en cours d'exploitation.

M. Abba a rappelé également le programme ambitieux consacré à cette même wilaya, relatif à la réalisation d'un total de 162 terrains de jeux recouverts en pelouse synthétique dont 27 stades homologués destinés à abriter des compétitions officielles, tandis que le reste représente des

stades de proximité, faisant savoir qu'un budget de plus de 3,5 milliards DA a été alloué pour la concrétisation de ces projets.

Le même responsable a appelé, par ailleurs, les représentants des associations, clubs et secteurs en lien avec la jeunesse et le sport à soumettre leurs propositions et à contribuer de manière positive à la concrétisation de ces projets sur le terrain.

Il a affirmé, en outre, que les travaux de réalisation d'un grand nombre de stades de proximité ont été lancés en attendant la sélection des entreprises chargées de l'exécution du reste des projets.

ANNABA: Réouverture du complexe Sider El-Hadjar par la force publique

Le complexe Sider El Hadjar d'Annaba a été rouvert mardi après-midi après l'intervention de la force publique pour disperser les demandeurs d'emplois protestataires qui ont bloqué, lundi, les quatre accès du complexe empêchant les travailleurs d'y pénétrer, a-t-on appris de son Président directeur général (PDG), Chamseddine Maâtallah.

Des groupes de demandeurs d'emploi (environ 800) ont bloqué les accès au complexe provoquant l'arrêt de l'activité économique, suite à la fermeture du haut fourneau n° 2 qui constitue le premier maillon de la chaîne de production sidérurgique, a rappelé le même responsable.

Les jeunes protestataires ont agi de la sorte pour demander leur recrutement immédiat après avoir été dirigés par l'agence de l'emploi



de Annaba, a souligné la même source. Le responsable de Sider El Hadjar a également précisé que cette agence a dévoilé depuis un mois les listes de bénéficiaires de

postes d'emploi en les orientant vers le complexe suite à la pression exercée par ces jeunes demandeurs d'emploi.

Outre la fermeture des accès du complexe, un groupe de protestataires s'est infiltré à l'intérieur de l'usine observant un sit-in et exigeant leur installation dans les emplois annoncés par l'ANEM.

L'APS a tenté en vain de joindre la direction d'emploi d'Annaba pour avoir des éclaircissements sur cette question, mais en vain.

Les gendarmes ont interpellé un certain nombre de protestataires, alors que le reste a été dispersé.

Le haut fourneau devait être remis en service cet après-midi pour permettre au complexe de reprendre son activité normale, selon son PDG.

GHARDAÏA: Réception prochaine d'un hôpital psychiatrique

Le secteur de la Santé dans la wilaya de Ghardaïa va réceptionner prochainement un hôpital psychiatrique de 30 lits, a-t-on appris hier de la direction locale du secteur.

Réalisée pour un coût de 1,2 milliard DA, selon les normes architecturales modernes à proximité du nouvel hôpital de 240 lits en construction, cette structure sanitaire spécialisée dédiée à la prise en charge de la santé mentale est en phase d'achèvement de l'installation des différents équipements médicosociaux, a indiqué le directeur de la Santé et de la Population (DSP), Ameur Benaïssa.

Cette première unité hospitalière dans la wilaya destinée à accueillir des patients présentant des maladies et autres troubles psychiatriques, s'inscrit dans le cadre du Plan national de prise en charge de la santé mentale et de la politique de proximité, en vue d'asseoir une offre de soins proche du patient, a-t-il précisé.

Cet établissement permettra d'améliorer l'accès aux soins des personnes souffrant de maladies psychiques et devrait également limiter le risque de certains drames dans le transfert des malades mentaux vers les hôpitaux



spécialisés du nord du pays. Il comprend des services d'urgence, de psychophysiologie et de psychothérapie, dirigés par un staff médical et paramédical spécialisé en cours de formation, a fait savoir M. Benaïssa.

Le secteur de la Santé dans la wilaya de Ghardaïa a bénéficié également d'un hôpital de 240 lits à Ghardaïa et de deux hôpitaux à

Guerrara (120 lits) et Berriane (60 lits), dont les travaux de réalisation sont en cours d'achèvement, a-t-il ajouté.

Ces structures visent à augmenter l'offre de soins médicaux, une meilleure prise en charge de la santé des citoyens de la wilaya et d'écourter les délais de traitement et d'attente des patients, selon le DSP.

TLEMCEN: Enlèvement de près de 400 mètres cubes de déchets solides du quartier Bab Zir

Près de 400 mètres cubes de déchets solides (gravats, déchets ménagers et divers autres objets) ont été enlevés, mardi, par la commune de Tlemcen dans le quartier de Bab Zir, situé au cœur de la médina.

Ce vieux quartier, dont une partie des habitations a été détruite suite à un acte terroriste durant les années 90, est resté dès lors sans travaux d'aménagement.

Il est devenu au fil des années, selon des habitants rencontrés sur site, «un foyer de délinquance et servait, tous les vendredis, d'espace commercial pour vendeurs occasionnels».

Ce site pourrait servir de terrain de football et d'aires de jeux pour les jeunes et les enfants de ce quartier qui ne disposent pour l'heure actuelle d'aucune infrastructure similaire, selon le souhait de ses habitants.

Ce quartier, un des plus vieux de la cité des zianides comme tous les autres quartiers de la



vieille Médina qui couvre plus de 60 hectares, nécessite, selon des responsables communaux, une grande opération de restauration, de réaménagement, de rénovation et d'embellissement de la part du secteur de la culture, puisque le site est un patrimoine classé.

Durant l'année 2011, le ministère de la Culture avait mené, à l'occasion de la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique», quelques opérations de restauration qui devaient

aboutir à la création de parcours touristiques et culturels et un village artisanal, sachant que la vieille médina comporte divers sites historiques, notamment des mosquées remontant aux époques zianides et ottomanes, tels que la mosquée de Bab Zir, Sidi El Djebbar, Sidi El Yeddoune et d'autres vieilles petites mosquées très répandues durant les époques précitées.

Par ailleurs, des jeunes étudiants et étudiantes de Tlemcen et d'autres venus de wilayas du pays dont

des étudiants étrangers ont entrepris bénévolement une opération de rénovation et de décoration du Derb Sidi El Yeddoune, en passant par Derb Naidja jusqu'à la route principale appelée localement «Ras El Bahr» (Front de mer).

Réunis autour de ce projet, ces jeunes ambitionnent de contribuer à la sauvegarde des ruelles et maisonnettes qui témoignent de l'histoire millénaire de la capitale zianide.

Le coordinateur de ce groupe, Mohamed Amine Sahnouni, diplômé des Beaux-arts, a tenu à remercier tous les habitants de ces derbs, les bienfaiteurs et toutes les autorités qui contribuent financièrement à l'achat de peinture et autres produits indispensables à l'achèvement de leur projet prévu avant le mois de ramadhan.

Cette initiative est également encadrée par des spécialistes en restauration et en archéologie, a-t-on indiqué.

ACCIDENTS DE LA ROUTE: 37 morts et 1.345 blessés en une semaine

Trente-sept (37) personnes sont mortes et 1.345 autres ont été blessées dans 1.120 accidents de la circulation survenus durant la période allant du 31 mars au 6 avril 2019 à travers le territoire national, selon un bilan rendu public hier par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Sétif où 6 personnes décédées et 36 autres ont été blessées dans 30 accidents de la route.

Durant la même période, les secours de la Protection civile ont effectué 5.666 interventions pour porter assistance aux personnes en danger et opérations diverses, note la même source.

EPIDÉMIE DE ROUGEOLE: 17 cas sous contrôle médical à Chlef

Dix sept (17) personnes atteintes de rougeole sont actuellement placées sous contrôle médical à Chlef, a-t-on appris mardi auprès de la direction de la sante, de la population et de la réforme hospitalière de la wilaya.

«Jusqu'à aujourd'hui mardi, 17 cas de rougeole ont été enregistrés au niveau des services hospitaliers de la wilaya, dont cinq à l'hôpital de Chettia, deux à l'hôpital de Ténés, six à Sobha, et quatre à Chorf», a indiqué à l'APS le directeur local de la santé, Messaoud Guelfene.

A ce jour, a-t-il ajouté, aucun cas de rougeole n'a été enregistré dans 15 communes, 1 cas a été recensé dans neuf communes, deux cas dans cinq communes, et trois dans six communes.

Le responsable a néanmoins rassuré que la situation «est sous contrôle» grâce au suivi assuré sur le terrain par des équipes médicales qui prennent en charge tout cas de suspicion.

M.Guelfene a, par ailleurs, souligné l'impératif pour les populations des régions ayant enregistré des cas de rougeole de se faire vacciner et de faciliter la tâche aux équipes médicales en charge de l'opération, en vue d'endiguer cette épidémie.

Il a fait part de la vaccination, depuis le début de cette année, de plus de 11.000 personnes.

Toujours selon les données fournies par la direction de la santé, la wilaya de Djelfa a enregistré 62 cas de rougeole depuis l'apparition de cette maladie à ce jour.

Sur ce total enregistré, 17 cas sont toujours sous contrôle médical, au moment où quatre cas sont décédés.

A noter que des cellules de veille ont été, également, mises en place à travers différents services de contrôle médical de la wilaya, pour le suivi de cette épidémie et ses développements.

Un appel a été lancé par la direction de la santé de la wilaya en vue d'éviter «les fausses rumeurs concernant cette épidémie, visant à semer la panique parmi la population», a souligné le directeur.

TISSEMSILT : Une fillette fauchée mortellement par un camion à Layoune

Une fillette de 14 ans a été mortellement fauchée par un camion dans la commune de Layoune (wilaya de Tissemsilt), a-t-on appris des services de la protection civile.

L'accident s'est produit lundi soir au niveau de la route nationale (RN 120) reliant la commune à la frontière de la wilaya de Djelfa, tuant sur le coup la victime dont le corps a été transféré à bord d'un véhicule particulier vers la polyclinique de Layoune, a-t-on indiqué.

Les services de la gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de l'accident.

APS

ACCIDENT DE LA CIRCULATION À KHMIS EL KHECHNA: 5 morts et 4 blessés

Cinq personnes (4 hommes et une femme) ont trouvé la mort et quatre autres ont été atteintes de blessures diverses dans un accident de la route survenu mardi à Khmiss el Khechna (Boumerdes), a-t-on appris auprès de la protection civile de la wilaya.

L'accident est survenu aux environs de 15h00 au lieu-dit Oued

Brik, voie double de la RN 29 allant de Khmiss el Khechna en direction de Meftah (Blida), a indiqué à l'APS le commandant Merzouk Mohamed, chargé du service prévention à la protection civile.

Il s'agit, a-t-il précisé, d'une collision entre un camion de gros tonnage qui se trouvait dans le couloir en direction de Meftah avec un

véhicule touristique roulant dans le couloir inverse en direction de Khmiss el Khechna.

Les quatre blessés ont été transportés à l'hôpital de Rouiba où leur vie est hors de danger, a ajouté le commandant Merzouk, signalant, néanmoins, que les «causes de l'accident n'ont pas encore été déterminées à l'heure actuelle».

NIGERIA:

21 personnes tuées lors d'une attaque d'hommes armés dans le nord du pays, selon la police



La police nigérienne a confirmé mardi que 21 personnes ont été tuées lors d'une attaque perpétrée par un groupe d'hommes armés non identifiés, dans l'Etat de Kaduna, dans le nord du pays. Le porte-parole de la police d'Etat de Kaduna, Yakubu Sabo, a indiqué aux médias qu'Ungwan Aku et Banono, deux localités dans la région de Kajuru, ont été attaquées lundi par des hommes armés.

M. Sabo a dit que 21 corps ont été retrouvés sans vie et que trois autres personnes ont été blessées par balle lorsqu'une dizaine de maisons ont été détruites par les assaillants.

Les hommes armés sont arrivés à moto dans les deux villages reculés, a ajouté le porte-parole de la police.

Une enquête a été ouverte, a-t-il ajouté.

Situé dans le nord du Nigeria, l'Etat de Kaduna fait partie des régions considérées comme dangereuses par le gouvernement.

Les violences n'ont cessé d'augmenter dans cette région depuis l'année dernière.

En février dernier, environ 130 personnes de huit villages de la région de Kajuru ont été tuées par des hommes armés.

JAPON:

Un chasseur F-35A s'abîme dans le Pacifique, son pilote recherché



Le ministre japonais de la Défense, Takeshi Iwaya, a confirmé mercredi que l'avion de chasse F-35A porté disparu la veille lors d'un entraînement au-dessus du Pacifique s'était abîmé en mer. Il a précisé que «des morceaux semblant appartenir à cet appareil furtif ont été retrouvés flottant à la surface».

Selon M. Iwaya, le pilote n'a pas encore été localisé, assurant que tout était fait pour lui porter secours. Les opérations de recherche menées par les Forces japonaises d'autodéfense (JSDF) et les garde-côtes se poursuivent à l'aide d'avions et de navires de patrouille.

Cet appareil volait en compagnie de trois autres F-35A lors d'une mission d'entraînement.

Selon les JSDF, aucun problème n'avait été signalé avant qu'il ne disparaisse.

Il avait décollé de la base aérienne de Misawa (nord-est) mardi. Le contact a été perdu moins de 30 minutes après le décollage alors que l'avion volait au large de la préfecture d'Aomori, à quelque 135km à l'est de la base, a-t-on ajouté de mêmes sources.

MOZAMBIQUE-ZIMBABWE:

Le bilan du passage du cyclone Idai au Zimbabwe et au Mozambique frôle les 1.000 morts

Le bilan du passage dévastateur du cyclone Idai le mois dernier sur le Mozambique et le Zimbabwe devrait dépasser la barre des 1.000 morts et des deux millions de sinistrés, selon les derniers chiffres publiés par les autorités locales et les Nations unies.

Mardi soir, le gouvernement zimbabwéen a révisé en forte hausse le nombre des victimes sur son territoire. «Le gouvernement regrette d'annoncer que le nombre de morts est passé à 344», a annoncé la ministre de l'Information, Monica Mutsvangwa.

Les dernières estimations l'évaluaient selon les sources entre 180 et 250 morts. «Les opérations (sur le terrain) sont désormais limitées à la seule récupération des corps.

Les personnes portées disparues sont désormais présumées mortes», a ajouté la ministre. Selon la sécurité civile zimbabwéenne, au moins 257 personnes étaient toujours portées disparues dans l'est du pays. Au Mozambique voisin, le dernier bilan officiel publié mardi faisait état de 602 morts. Le cyclone Idai a frappé de plein fouet le port mozambicain de Beira et son demi-million d'habitants le 14 mars, puis a continué sa route meurtrière vers l'ouest en direction du Zimbabwe. Ses pluies diluviennes et ses vents violents ont causé des



détructions et des inondations massives dans les deux pays. Plus de 2 millions de personnes (dont 1,8 million au seul Mozambique) y ont été sinistrées, parmi lesquelles 165.000 ont été contraintes à quitter leurs logements détruits.

Agences onusiennes et ONG du monde entier ont accouru en Afrique

australe pour leur venir en aide.

L'ONU a lancé un appel aux dons de 251 millions d'euros pour financer l'assistance d'urgence des trois prochains mois.

D'importantes inondations ont par ailleurs précédé le passage d'Idai au Malawi, faisant 59 morts et près de 900.000 sinistrés.

BRÉSIL:

Des pluies torrentielles font au moins dix morts à Rio

Au moins dix personnes ont trouvé la mort dans la nuit de lundi à mardi à Rio de Janeiro en raison de pluies torrentielles ayant provoqué des inondations et des glissements de terrain, ont annoncé les autorités brésiliennes.

Le premier bilan officiel de trois morts annoncé en début de matinée s'est alourdi au cours de l'après-midi, d'autres corps ont été retrouvés par les pompiers, notamment trois d'entre eux à l'intérieur d'un taxi enseveli sous une coulée de boue. De nombreuses rues ont été littéralement transformées en rivières, les pompiers ayant même dû utiliser des canots pneumatiques pour secourir des enfants. Le maire Marcelo Crivella a décrété l'état de crise, le plus haut niveau



d'alerte, et a recommandé que la population ne sorte dans la rue qu'en cas de nécessité, la pluie continuant à tomber mardi, bien qu'en moindre quantité.

Les cours ont été annulés dans les écoles municipales. Les pompiers ont

retrouvé dans la nuit le corps d'un homme de 30 ans dans le quartier aisé de Gavea (sud), dont la plupart des rues ont été inondées.

Selon des témoins, il a chuté de sa moto et s'est noyé après avoir été emporté par le courant.

Deux sœurs de 53 et 55 ans et un de leurs voisins sont morts des suites d'un glissement de terrain dans la favela de Morro da Babilonia, qui surplombe la célèbre plage de Copacabana.

Lundi, les corps de trois personnes, un chauffeur de taxi, une petite fille et sa grand-mère, ont été retrouvés dans un véhicule qui avait été totalement englouti par la boue après un glissement de terrain, à proximité d'un centre commercial à Botafogo, un quartier voisin de Copacabana.

Un porte-parole des pompiers a confirmé en fin d'après-midi avoir retrouvé les corps de deux personnes qui s'étaient noyées dans des zones inondées de quartiers populaires de l'ouest de

ETATS-UNIS:

Plus de 103.000 migrants refoulés ou appréhendés en mars

Le service américain des Douanes et de la Protection des frontières (CBP) a annoncé mardi avoir refoulé ou appréhendé le mois dernier plus de 103.000 migrants à la frontière américano-mexicaine, soit le nombre le plus élevé enregistré en six ans.

Ce total de 103.492 représente une augmentation de près de 106% par rapport à la même période de l'an dernier, a-t-il dit dans un communiqué. Le CBP a déclaré avoir appréhendé 92.607 personnes : 53.077 composant des «unités familiales», 30.555 adultes seuls et 8.975 enfants

non accompagnés. Le total mensuel d'appréhensions est le plus élevé depuis l'exercice 2007, a ajouté le CBP. «Nous connaissons actuellement une situation d'urgence dans nos centres de traitement et de détention», a noté Robert Perez, commissaire adjoint du CBP.

L'immigration est au centre d'une bataille politique entre le président Donald Trump et les démocrates depuis 2017.

M. Trump a promis d'imposer des règles plus strictes contre les clandestins entrant aux Etats-Unis, mais le Parti démocrate s'y est opposé.

Le locataire de la Maison Blanche fait également pression pour la construction d'un mur le long de la frontière américano-mexicaine. Il a mis fin au programme DACA (régularisation temporaire d'enfants et de jeunes adultes entrés illégalement), et menacé de fermer totalement la frontière et d'abolir le droit du sol.

Ces derniers jours, M. Trump a procédé à des remaniements à la tête du ministère de la Sécurité intérieure afin d'intensifier les efforts visant à réduire l'afflux d'immigrants clandestins.

CUBA:

La police disperse une manifestation d'étudiants congolais

La police cubaine a dispersé mardi une manifestation d'étudiants en médecine congolais à La Havane, qui réclamaient au gouvernement du Congo-Brazzaville le paiement de leurs bourses, ont indiqué les autorités.

«Il y a eu des incidents violents, qui ont requis l'intervention des forces de l'ordre», a affirmé le ministère de la Santé dans un communiqué publié dans le journal officiel Granma.

«Ce genre d'indisciplines ne sera pas permis», a mis en garde le ministère.

Depuis plusieurs jours, des dizaines d'étudiants congolais sont rassemblés face à l'ambassade de leur pays pour dénoncer le non-paiement des bourses dont ils sont normalement bénéficiaires.

Cuba accueille chaque année des centaines de jeunes, venus principalement d'Amérique latine et d'Afrique, pour étudier la médecine sur l'île, avec des bourses de leurs pays pour couvrir leurs dépenses personnelles.

Selon le communiqué du ministère cubain, le retard de paiement est dû à des «difficultés affrontées



par le ministère de l'Éducation supérieure» au Congo-Brazzaville.

Ce n'est pas la première fois que des étudiants congolais manifestent ainsi face à leur ambassade, située

sur l'avenue principale du quartier résidentiel de Miramar, mais jusqu'à présent aucun fait de violence n'avait été enregistré, ni d'intervention de la police.

ÉTATS-UNIS:

New York exige la vaccination contre la rougeole



Le maire de New York Bill de Blasio a ordonné mardi la vaccination des habitants de plusieurs quartiers de la ville non vaccinés contre la rougeole afin d'endiguer une «résurgence» de la maladie, sous peine d'une amende.

La ville a déclaré l'état d'urgence sanitaire dans quatre zones situées dans le quartier de Williamsburg, au nord-ouest de Brooklyn.

Tous les individus «ayant pu être exposés à la rougeole» devront être vaccinés, sous peine d'une amende de 1.000 dollars, selon des médias américains. Depuis octobre dernier, 285 cas de rougeole ont été enregistrés à New York alors que la maladie avait quasiment disparu aux États-Unis, avec seulement 86 malades dans l'ensemble du pays en 2016, selon les données du Centre de contrôle des maladies. La rougeole est une maladie très contagieuse, qui peut provoquer des complications médicales, voire même la mort, même si aucun décès n'a été recensé à New York depuis le début de cette crise sanitaire.

INONDATIONS EN IRAN: Ordre d'évacuation de plus de 60.000 personnes



Les autorités de la province du Khouzestan, dans le sud-ouest de l'Iran, ont ordonné hier l'évacuation de plus de 60.000 personnes dans l'agglomération d'Ahvaz, menacée d'inondation, selon des médias iraniens. Le gouverneur-général de la province, Gholamreza Shariati, a indiqué que l'ordre d'évacuation avait été pris de «façon préventive et par précaution afin d'éviter tout danger pour la population», selon l'agence Tasnim.

Les autorités iraniennes avaient ordonné lundi l'évacuation d'un hôpital à Ahvaz, ville du sud-ouest de l'Iran menacée par la crue d'un fleuve, alors que le pays fait face à de fortes inondations qui ont fait 70 morts, selon l'agence Isna. Capitale de la province du Khouzestan, Ahvaz est située à quelques dizaines de kilomètres au sud-ouest du Karkheh et est bordée par un autre fleuve, le Karoun, dont le niveau a considérablement augmenté lui aussi. Pays aride, l'Iran a été frappé depuis le 19 mars par plusieurs vagues de violentes intempéries. Au Khouzestan, région touchée par une sécheresse chronique depuis plusieurs années, les autorités ont dû ouvrir en urgence début avril les vannes du barrage de Karkheh, l'un des plus importants de la région, par crainte qu'il puisse céder sous la pression des eaux.

Samedi, elles avaient également ordonné l'évacuation de six villes menacées par les crues. Selon Isna, 182 villages des environs (dont 61 sont inondés) ont également été évacués. Au total, 70 personnes ont trouvé la mort depuis la première vague de pluies torrentielles suivies d'inondations, qui a touché le nord-est du pays le 19 mars. La deuxième vague a frappé l'ouest et le sud-ouest à partir du 25 mars. La vague actuelle, qui a commencé le 1er avril, touche particulièrement le quart sud-ouest du pays.

APS

BRAQUAGE D'UN AVION À TIRANA: Plusieurs millions dérobés

Trois hommes armés ont braqué mardi un appareil d'Austria Airlines au moment où il allait décoller de Tirana pour Vienne et l'un d'entre eux a été tué, a annoncé la police albanaise.

Selon les médias locaux, le butin s'élève à entre 2,5 et 10 millions d'euros. Les banques étrangères en Albanie transfèrent leurs fonds vers Vienne car la banque centrale albanaise refuse de les prendre en charge. Il y a déjà eu au moins



deux braquages similaires au cours des trois dernières années. Dans la soirée, la police a dit avoir interpellé quatre hommes

et en interroger une quarantaine. Les trois braqueurs, déguisés en soldats, ont pénétré dans l'aéroport Mère Teresa par un

accès réservé aux pompiers tandis que le chargement de la soute prenait fin et se sont emparés de l'argent. La police s'est lancée à leur poursuite, faisant feu et tuant l'un d'entre eux. Une porte-parole d'Austria Airlines, Tanja Gruber, a assuré que les passagers et l'équipage n'avaient à aucun moment été en danger.

Néanmoins, par mesure de sécurité, il n'y aura plus de transports de fonds à partir de Tirana, a-t-elle précisé.

OUGANDA:

Un touriste périt dans le Nil au moment de se prendre «en selfie»

Un touriste saoudien qui se prenait en selfie sur les bords du Nil en Ouganda est mort noyé après avoir glissé dans l'eau, a déclaré mardi la police, précisant que son corps avait été retrouvé à 10 km en aval. «Il s'est noyé en prenant un selfie sur le Nil et l'eau l'a emporté», a déclaré une porte-parole de la police ougandaise,

Hellen Butoto, citée par des médias. «Le touriste a glissé parce que le sol était mouillé et qu'il s'est penché en arrière pour se prendre en selfie avec les eaux bouillonnantes en arrière-plan», a ajouté la porte-parole de la police, précisant que le corps de la victime avait été retrouvé mardi à quelque 10 km en aval. Le Saoudien

se trouvait en compagnie d'amis, et visitait les chutes de Kalagala, dans le centre de l'Ouganda, quand l'accident s'est produit samedi.

Selon une étude du All India Institute of Medical Sciences de 2018, les accidents de selfies ont fait 259 morts dans le monde entre octobre 2011 et novembre 2017.

VENEZUELA:

Le HCR appelle l'Amérique latine à garder ses "portes ouvertes"

Filippo Grandi, Haut commissaire aux réfugiés des Nations unies, a demandé mardi aux pays d'Amérique latine accueillant des réfugiés du Venezuela de garder leurs «portes ouvertes» et de ne pas limiter les arrivées d'exilés.

«La solidarité en Amérique latine a une nouvelle fois été remarquable» face à la crise au Venezuela, a-t-il relevé lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation des réfugiés dans le monde.

«En dépit de la charge qui pèse sur vous, laissez la porte ouverte et allégez les restrictions imposées aux Vénézuéliens» qui cherchent à fuir leur pays, a-t-il souligné à l'intention des pays d'accueil. Devant des médias, il a précisé qu'il ne fallait pas restreindre l'accueil aux gens cherchant à fuir. Certains pays d'Amérique latine exigent des papiers d'identité pour permettre à des exilés de séjourner chez eux. Selon le responsable de l'ONU, «3,4 millions de

Vénézuéliens ont quitté le pays», qu'il s'agisse de migrants ou de réfugiés fuyant pour des raisons diverses: problèmes de sous-alimentation, recherche de médicaments pour des maladies chroniques ou aussi fuite en raison de la violence et de l'insécurité.

«La Colombie, le Pérou, l'Équateur et le Brésil sont les pays les plus concernés» par cette vague d'émigration, a-t-il dit, évoquant au total «environ 15 pays qui accueillent des

Vénézuéliens». Alors qu'une réunion se tient cette semaine à Quito pour développer une aide financière et des programmes d'aide à ces réfugiés, Filippo Grandi a souligné que l'appui à ces pays devait être augmenté. Il a notamment cité les fonds des Nations unies et l'utilisation des institutions financières internationales. L'ONU prévoit 5,3 millions de migrants vénézuéliens fin 2019, soit la pire crise humanitaire qu'ait connue l'Amérique latine en temps de paix.

MAL DE DOS ET SI C'ÉTAIT UNE MALADIE INFLAMMATOIRE ?

Une campagne à destination des jeunes vient d'être lancée au sujet des maux de dos d'origine inflammatoire, ou spondylarthrite. Cette maladie chronique pourrait toucher une personne sur cinq, alors même qu'elle est souvent ignorée par ceux qui en souffrent.



Votre mal de dos a-t-il commencé avant vos 40 ans ? S'est-il développé progressivement ? S'améliore-t-il lors de vos mouvements ? Le repos est-il inefficace pour vous soulager ? Souffrez-vous d'un mal de dos la nuit qui s'améliore au levé ?

Si vous avez répondu oui à au moins 4 de ces 5 questions, vous souffrez peut-être d'un mal de dos inflammatoire appelé spondylarthrite.

Cette maladie chronique est en fait un rhumatisme inflammatoire qui touche la colonne vertébrale, et qui peut survenir dès l'adolescence. Elle occasionne des douleurs lombaires et des raideurs persistantes qui peuvent peser au quotidien (réveils nocturnes, difficultés à bouger...). Or, 20% de la population vit avec un mal de dos chronique depuis plus de 3 mois, et 1 personne sur 20 souffre d'un mal d'origine inflammatoire.

Pour éviter les retards de diagnostic de la spondylarthrite, une entreprise pharmaceutique (Abbvie) et plusieurs associations de patients ont décidé de sensibiliser le grand public à cette affection méconnue.

Ils ont lancé une campagne appelée « Ne lui tournez pas le dos » pour toucher les jeunes, qui ont tendance à ignorer leurs symptômes. L'initiative comprend la mise en place d'un questionnaire en 5 points, pour inciter la personne à consulter son médecin si son mal de dos semble d'origine inflammatoire. L'édition 2015 a misé sur les réseaux sociaux, en partageant des vidéos illustrant des situations de la vie courante sur YouTube, Twitter et Facebook. L'une d'elle met notamment en lumière les douleurs de type « décharge électrique » qui peuvent survenir lors de danses ou de mouvements brusques et physiques.

Parallèlement, plus de 1 300 pharmacies ont accepté de relayer des conseils et des informations au sujet de la spondylarthrite, en distribuant des brochures à ce sujet.

Si 90% des malades sont porteurs d'une prédisposition génétique, la spondylarthrite peut aussi survenir inopinément à la suite d'autres affections. Le traitement repose majoritairement sur une prescription d'anti-inflammatoires non stéroïdiens pour soulager la douleur.

SACHEZ IDENTIFIER LA DOULEUR

Pour une personne sur 20 souffrant d'un mal de dos chronique, l'inflammation est la principale responsable. Laure Gossec, rhumatologue à la Pitié Salpêtrière, indique quels sont les signaux qui doivent alerter patients et médecins pour mieux prendre en charge la douleur.

Près de 80% de la population mondiale sera amenée, un jour ou l'autre à souffrir d'un mal de dos. Dans la plupart des cas, ce mal de dos est mécanique et provoqué par une mauvaise posture ou un faux mouvement. En revanche, pour environ un patient sur 20, la douleur est d'origine inflammatoire. Dans ce cas, le diagnostic est souvent difficile à faire et certains patients peuvent attendre jusqu'à 10 ans ou plus avant que leur douleur soit correctement identifiée. Le Dr Laure Gossec, rhumatologue, fait le point sur ce sujet.

Pourquoi un mal de dos inflammatoire est-il si difficile à diagnostiquer ?

Le mal de dos d'origine mécanique, le plus fréquent, est causé par le port de charges lourdes, des efforts physiques trop intenses ou des traumatismes. Le mal de dos inflammatoire ne concerne que

5% des maux de dos. Il existe plusieurs causes susceptibles d'être à l'origine de la douleur, dont certaines sont difficiles à diagnostiquer. Le plus souvent, ce sont des maladies « auto-immunes ». Lorsqu'une personne consulte pour une douleur au dos, le médecin prescrit des anti-inflammatoires. En cas de mal de dos inflammatoire, ces médicaments vont soulager le patient pendant quelques années, mais l'effet va perdre d'efficacité car la maladie va s'aggraver. Parfois, des jeunes de 25-30 ans se retrouvent le dos vouté parce que leurs vertèbres sont soudées.

Comment traiter un mal de dos inflammatoire ?

Pour éviter ces cas extrêmes, un bon diagnostic est essentiel. Le patient souffrant d'un mal de dos inflammatoire pourra donc être soigné correctement, avec une forte dose d'anti-inflammatoires adaptés à son état de santé, prise à des horaires plus efficaces. Un suivi régulier avec un kinésithérapeute et de l'exercice physique pour muscler le dos sont également essentiels pour aider à garder une bonne posture.



Quels sont les signes d'un mal de dos inflammatoire ?

Une douleur qui dure depuis plus de trois mois, chez une personne de moins de 45 ans, particulièrement forte la nuit et le matin, au réveil et qui s'améliore lors d'un exercice physique. Le but de la campagne de sensibilisation

« Ne lui tournez pas le dos » est justement d'aider le patient à s'orienter, de faciliter son parcours et de raccourcir les délais de diagnostic.

Peut-on prévenir le mal de dos ?

Pour éviter un mal de dos mécanique, il faut faire attention à son dos en pliant les

genoux lorsqu'on se penche, éviter d'être en surpoids, marcher au moins 30 minutes par jour et pratiquer des exercices pour muscler le dos et la sangle abdominale.

En revanche il n'existe pas de mesures préventives pour éviter le mal de dos inflammatoire.

LOMBALGIE : LES SOLUTIONS DOUCES QUI SOULAGENT LA DOULEUR



Un exercice pour lutter contre le tassement

On sait que les tensions musculaires, voire les contractures, sont sources de douleur. Le Dr Bernadette de Gasquet, médecin et professeur de yoga propose un exercice pour lutter contre le tassement du dos par l'auto-grandissement. L'auto-grandissement entraîne l'allongement de la distance coccyx-sommet de la tête avec une augmentation des espaces inter-vertébraux et l'étirement des muscles du dos explique-t-elle dans son livre *Gym avec une chaise* (Ed. Marabout).

Assis au bord du siège, poussez les os du bassin sur lesquels vous êtes assis dans le siège et, en même temps, poussez le sommet de la tête vers le plafond. Il est très important de faire les deux gestes en même temps et non de pousser tantôt sur les fesses, tantôt sur la tête.

Vous devez sentir votre dos se rigidifier et les abdominaux du bas du ventre se durcir. Grandissez-vous le plus possible, comme si vous étiez sous une toise que vous repoussez avec le sommet de la tête, en continuant à pousser les os du bassin dans le siège.

Une position de relaxation pour détendre votre dos

Après une journée de travail, au lieu de vous avachir dans le canapé, restez 10 minutes dans la position suivante :

Allongez-vous sur le dos, devant une chaise. Placez vos jambes (pieds et mollets) sur la chaise et vos fesses légèrement en-dessous pour ne pas cambrer le dos.

Placez un petit oreiller ou une main sous la bosse du crâne (et non sous la nuque).

Observez votre respiration. Comme l'explique Bernadette de Gasquet, « C'est une posture magique qui détend. En quelques minutes, vous effacez toutes les tensions depuis la nuque, le haut du dos, les reins, jusqu'au bas du dos. Même avec une sciatique ou un lumbago, cela soulage énormément et enlève les contractures. »

SIDA : UN ESSAI PROMETTEUR RELANCE LA PISTE DE L'IMMUNOTHÉRAPIE

Un essai prometteur remet au goût du jour l'idée d'un traitement d'immunothérapie pour les malades du sida, pour booster leur système immunitaire plutôt que de s'attaquer simplement au virus et freiner l'avancée de la maladie.

Quand on parle d'immunothérapie, on pense surtout aux traitements contre le cancer. Pourtant, cette approche pourrait être également bénéfique pour traiter les malades du sida, d'après une nouvelle étude scientifique publiée dans la revue *Nature*. Actuellement, ce sont les traitements antirétroviraux qui sont privilégiés. Ils visent uniquement à freiner la dissémination du virus VIH dans l'organisme et ne permettent pas d'éradiquer la maladie.

L'immunothérapie en revanche a pour but de booster le système immunitaire du patient, afin qu'il s'attaque directement au virus. Jusque-là peu concluante, cette approche a donné de bons résultats lors d'un essai clinique de phase I mené par des chercheurs de l'Université Rockefeller de New-York aux États-Unis. Une seule dose d'anticorps (une protéine du système immunitaire) baptisé 3BNC117 a permis, après injection chez les séropositifs, de neutraliser le virus du sida pendant plusieurs semaines. Cette substance permettrait en fait de s'attaquer au système immunitaire du malade, qui devient affaibli à mesure que le virus se répand dans l'organisme.

L'essai a été mené sur 12 personnes séronégatives ainsi que 17 séropositifs, porteurs du VIH. Des doses plus ou moins fortes de l'anticorps ont été injectées, mais c'est la dose la plus élevée qui a



abouti à la baisse la plus importante de la charge virale, la quantité de virus par millilitre de sang. Cette chute de charge virale a été particulièrement marquée entre le 4ème et le 28ème jour après l'injection. La charge est revenue à son niveau d'origine avant l'injection au bout de 56 jours, dans quatre cas sur huit.

Au vu de ces observations, les chercheurs estiment « qu'une

monothérapie avec seulement 3BNC117 est insuffisante pour contrôler l'infection et sans doute une combinaison de substances anticorps sera nécessaire pour contrôler complètement la charge virale. »

Quoi qu'il en soit, et si l'étude est encore imparfaite, les chercheurs considèrent la piste de l'immunothérapie comme prometteuse. Et si son coût est supé-

rieur à celui des traitements antirétroviraux, son efficacité prolongée est d'autant plus intéressante et doit être sérieusement considérée.

Prochaine étape pour l'équipe de recherche : tester l'antigène sur des séropositifs également traités avec antirétroviraux, ou même évaluer son efficacité en prévention d'une contamination au VIH.

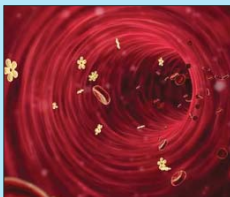
DE QUOI LE SANG EST-IL COMPOSÉ ET À QUOI SERT-IL ?

Notre corps en contient 5 à 6 litres, ce qui équivaut à 7 à 8 % de notre masse corporelle. Il circule dans les vaisseaux sanguins, aussi bien dans les artères que dans les veines.

Si le sang est un liquide biologique que tout le monde connaît, sa composition et son rôle sont moins évidents.

Parce qu'il irrigue l'ensemble de nos organes, le sang sert à alimenter ces derniers en oxygène en provenance des poumons, mais aussi à leur donner des nutriments essentiels et à les débarrasser des déchets. Face à une infection, le sang permet également de diffuser les cellules du système immunitaire aux organes nécessitant.

Les hormones sécrétées par nos glandes (foie, pancréas, ovaires, testicules) sont également dispersées grâce au sang. On distingue le sang artériel riche en oxygène et en éléments nutritifs à destination des organes, du sang veineux pauvre en oxygène, riche en dioxyde de carbone et en déchets. Ce second type de sang sera acheminé vers les poumons pour l'élimination du CO₂ et vers les organes de traitement et d'élimination des déchets (foie, reins).



55% de plasma et 45% de cellules

Le sang est constitué à 45 % de cellules, qui baignent dans un liquide salé : le plasma.

Sont également présentes dans ce plasma les éléments dissous à destination des organes, telles que l'oxygène, le glucose, le cholestérol, les sels minéraux, les nutriments etc. On distingue trois types de cellules essentielles dans le sang : les globules rouges, les globules blancs et les plaquettes. Les globules

rouges (aussi appelées hématies) sont des cellules riches en hémoglobine, une protéine qui fixe le fer et permet le transport de l'oxygène et le dioxyde de carbone. C'est cette protéine qui, lorsqu'elle est en défaut, entraîne une anémie, qui peut être due à une carence en fer. L'hémoglobine donne au sang sa couleur rouge caractéristique. Les globules blancs sont des cellules du système immunitaire, qui assurent la défense de l'organisme face aux infections. Un adulte en bonne santé en possède entre 4 et 11 milliards par litre de sang.

Enfin, les plaquettes sont des fragments de cellules capables d'agglomération. Elles servent donc à la coagulation du sang et sont responsables de la formation d'une croûte lors d'une blessure. Parce qu'elles sont formées dans la moelle osseuse, elles sont moins présentes chez les malades atteints de cancers et traités par chimiothérapie, un traitement hautement toxique pour la moelle osseuse. Ceux-ci nécessitent alors des transfusions régulières de plaquettes, qui ne se conservent que 5 jours. Les dons réguliers sont donc d'autant plus nécessaires.

SOUDAN: Appel à un rassemblement des partisans de Béchir ce jour à Khartoum

Les partisans du président soudanais, Omar el-Béchir, ont appelé à un rassemblement de soutien au chef de l'Etat jeudi à Khartoum, a annoncé le parti au pouvoir.

«J'appelle tous les membres du NCP (parti du Congrès national) dans l'Etat de Khartoum à participer», a indiqué mercredi dans un communiqué Ahmed Harun, le chef du parti présidentiel, alors qu'une foule manifeste depuis cinq jours devant le QG de l'armée contre le gouvernement.

La police soudanaise a encouragé mardi à la recherche d'un accord pour un «transfert pacifique du pouvoir», et ordonné à ses forces de ne pas «intervenir» contre la foule réunie pour le 4^e jour consécutif à Khartoum pour réclamer le départ du président el-Béchir.

Si l'armée n'a pas participé à la répression des manifestations, la police anti-émeutes, ainsi que le puissant service de renseignement (NISS), ont souvent dispersé les manifestants lors de précédentes manifestations. Au moins 38 manifestants ont été tués depuis le début de la contestation, dont sept samedi, selon les autorités.

Déclenchées le 19 décembre par la décision du gouvernement de tripler le prix du pain, les manifestations se sont rapidement transformées en contestation contre M. Béchir, à la tête du pays depuis un coup d'Etat en 1989.

Le Soudan, amputé des trois quarts de ses réserves de pétrole depuis l'indépendance du Soudan du Sud en 2011, est confronté à une inflation de près de 70% par an et fait face à un grave déficit en devises étrangères.

Les manifestations de ces derniers jours ont coïncidé avec des coupures d'électricité dans tout le pays, que le ministère de l'Electricité a attribué à un problème technique.

ONU - CENTRAFRIQUE: Le Conseil de sécurité prêt à réexaminer les mesures d'embargo sur les armes imposées au gouvernement centrafricain

Le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est déclaré mardi disposé à réexaminer les mesures d'embargo sur les armes imposées au gouvernement centrafricain pour éventuellement les suspendre ou les lever progressivement.

Dans une déclaration publiée par la présidence du Conseil, qui est occupée en avril par l'Allemagne, les membres du Conseil saluent en effet «les efforts considérables accomplis par les autorités centrafricaines, en coordination avec les partenaires internationaux, pour faire progresser la réforme du secteur de la sécurité».

Ils se félicitent également de la signature, le 6 février dernier à Bangui, d'un accord de paix entre le gouvernement et 14 groupes armés. Dans ce contexte, le Conseil de sécurité a l'intention de définir, au plus tard le 30 avril, des objectifs de référence clairs et précis relatifs à la réforme du secteur de la sécurité, au processus de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement, et à la gestion des armes et munitions, sur lesquels il pourra se fonder pour réexaminer les mesures d'embargo sur les armes imposées au gouvernement centrafricain.

LIBYE:

La Conférence nationale reportée en raison des affrontements (ONU)

Le représentant des Nations Unies pour la Libye, Ghassan Salamé, a annoncé mardi que la Conférence nationale libyenne serait reportée en raison de l'offensive qui se déroule actuellement à Tripoli.

«Nous ne pouvons pas demander aux gens de participer à la conférence sur fond de coups de feu et de frappes aériennes», a déclaré M. Salamé dans un communiqué dans lequel il condamne également l'attaque par les troupes armées du maréchal Haftar contre le seul aéroport civil dans le pays.

Le représentant spécial a précisé que l'ONU avait décidé de ne pas se précipiter et d'agir avec «prudence et responsabilité» face aux affrontements, «afin de ne pas gaspiller les opportunités historiques disponibles», alors que le secrétaire général de l'ONU continue d'appeler les parties en Libye à mettre fin aux opérations militaires.

M. Salamé a néanmoins souligné que la réunion, prévue pour la semaine prochaine, aurait lieu «dans les meilleurs délais».

L'armée dirigée par le maréchal Haftar, alliée au gouvernement basé dans l'est du pays, a lancé jeudi une offensive visant à prendre le contrôle de l'ouest de la Libye, et notamment



de Tripoli, la capitale du pays, où se trouve le gouvernement soutenu par l'ONU. Les forces gouvernementales de Tripoli ont immédiatement riposté à cette attaque. La Libye, un pays d'Afrique du Nord confronté à

de profondes divisions politiques, peine à accomplir sa transition démocratique, et reste en proie au chaos et aux violences depuis la chute du régime de l'ancien dirigeant Mouammar el Gadhafi en 2011.

CAMEROUN:

La libération de l'opposant Kamto rejetée par la Cour

La demande de libération du principal opposant camerounais, Maurice Kamto, écroué depuis fin janvier à Yaoundé, a été rejetée mardi lors d'une audience organisée en son absence, ont appris mercredi des médias auprès d'un de ses avocats.

«La Cour d'appel de la région camerounaise du Centre, à Yaoundé, a confirmé la décision prise en première instance, rejetant la demande de libération de M. Kamto», a affirmé Me Sylvain Souop.

Selon lui, le verdict a été rendu en l'absence de l'opposant et de ses avocats.

Le rejet concerne six autres personnes, des soutiens et collaborateurs de M. Kamto, d'après Me Souop.

Sur les réseaux sociaux, le porte-parole de M. Kamto, Olivier Bibou Nissack, a dénoncé des



«décisions secrètes» rendues «en l'absence de tout débat de fond, et en l'absence des avocats et des prisonniers politiques».

Mardi, l'opposant a refusé de quitter la prison pour la Cour «parce qu'il n'avait pas les garanties que l'audience serait publique» comme il l'exige depuis le

début de la procédure, a expliqué M. Souop.

Début avril, il s'était déjà abstenu de prendre part à une audience «à huis clos».

En son absence, l'avocat général avait alors pris ses réquisitions, préconisant le rejet de sa demande de libération.

Le principal opposant au

chef de l'Etat Paul Biya après la présidentielle d'octobre 2018 à laquelle il est arrivé deuxième, a été arrêté, ainsi qu'environ 150 personnes, à la suite d'une manifestation pacifique organisée dans plusieurs villes du Cameroun le 26 janvier. Mi-février, l'opposant et plusieurs de ses militants et partisans ont été présentés devant le tribunal militaire de Yaoundé, où une information judiciaire pour «hostilité contre la patrie» et «insurrection», entre autres accusations, a été ouverte à leur encontre.

Ses avocats avaient introduit en première instance une demande de libération en dénonçant notamment «le traitement inhumain subi par M. Kamto et les autres leaders» de la coalition qui s'était formée autour de lui lors de la présidentielle.

NIGERIA:

L'armée repousse l'attaque de Boko Haram contre Damaturu

L'armée nigériane a affirmé mercredi avoir repoussé une attaque lancée la veille par Boko Haram contre la ville de Damaturu, dans le nord-est du pays, tuant «de nombreux» terroristes et saisissant des armes.

L'attaque de mardi était la première contre la capitale de l'Etat de Yobe depuis fin 2014, ont indiqué des habitants cités par des médias.

«Les soldats ont avec succès tenu une embuscade qui a conduit à l'extermination de nombreux terroristes de Boko Haram» aux abords de Damaturu», selon un porte-parole de l'armée, Njoka Irabor. Des

véhicules militaires, une cache d'armes et de munitions ont été trouvés, a-t-il ajouté dans un communiqué. L'attaque de Damaturu a eu lieu après l'évacuation mardi de quelque 2000 habitants de la localité de Jakana, située à environ 90 km de Damaturu, sur la route menant à Maiduguri, la capitale de l'Etat voisin de Borno. «Les habitants ont été évacués vers le camp de déplacés de Bakassi, à Maiduguri» pour leur propre sécurité» dans la perspective d'une offensive militaire contre Boko Haram», rapporte l'Agence nationale de gestion des urgences (NEMA). Des membres de la faction

des islamistes dirigée par Abubakar Shekau avaient lancé un raid sur Damaturu le 1^{er} décembre 2014 au cours duquel plus de 150 personnes, dont 38 policiers, avaient été tuées.

Selon des habitants de Damaturu, l'attaque de mardi a été menée par l'autre faction de Boko Haram, le groupe de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP).

Les attaques lancées par Boko Haram en 2019 a fait plus de 27000 morts et 1,8 million de personnes sont toujours déplacées dans le Nord-Est, où sévit une grave crise humanitaire.

TERRORISME: Inquiétudes sur le retour de Syrie des «combattants» dans la région du Maghreb

Un rapport d'information de l'Assemblée nationale française exprime des inquiétudes sur le retour des «combattants» (terroristes) dans la région du Maghreb, indiquant que des données caractérisent l'implantation terroriste dans la région.

«Quelques données majeures caractérisent l'implantation terroriste dans la région (Maghreb). En Libye, l'Etat islamique disposerait encore de plusieurs cellules implantées notamment aux alentours de Tripoli, de Misrata et de Sabrata.

L'organisation peut s'appuyer sur un certain soutien tribal et profiter de l'instabilité du pays», a expliqué le rapport déposé le 3 avril à l'Assemblée nationale française.

Selon le document, l'organisation terroriste Al-Qaïda «connaît une phase de progression dans le pays, tandis qu'en Tunisie, et notamment dans les zones montagneuses, des éléments de l'Etat islamique (Daech) et d'Al-Qaïda sont implantés».

«Le rapport de l'équipe de surveillance des sanctions mentionne également les inquiétudes suscitées par le retour des combattants étrangers dans la région, où ils auraient déjà contribué à «grossir les rangs des Soldats du califat en Algérie et d'Al-Mourabitoun», a ajouté le rapport d'information élaboré en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la lutte contre le financement du terrorisme international.

Par ailleurs, le document estime que malgré les revers connus par l'organisation «Etat islamique» depuis la fin 2017, jusqu'à la perte totale de son territoire en Irak et en Syrie, la menace mondiale constituée par le terrorisme islamiste «reste très forte».

«Le passage de l'Etat islamique dans la clandestinité et l'existence de nombreux autres groupes implantés au Moyen-Orient, en Afrique ou encore en Asie du sud-est, font de la lutte contre le terrorisme un enjeu majeur de la coopération internationale», ont souligné les rédacteurs du rapport, affirmant que les retours et relocalisations de «combattants» étrangers constituent une «dimension particulière» de cette menace,



«nourrie également par la capacité des organisations terroristes à susciter des attaques à distance, en dehors de leurs zones d'implantation».

Sur le plan du financement du terrorisme, le rapport indique que les principales organisations terroristes dans le monde auraient accumulé plus d'un milliard de dollars de ressources, précisant que Daech a connu en 2014, à lui seul, un pic estimé à 1,9 milliard de dollars de revenus.

Pour les rédacteurs du rapport, l'argent collecté par les terroristes permet le financement des organisations (moyens militaires et de propagande, financement des attaques, rémunérations des combattants et de leurs familles) et d'attaques ponctuelles ou de départs sur zone de combat.

«Le financement du terrorisme est d'autant plus redoutable qu'il est multiple et pragmatique», a-t-on soutenu, expliquant que les organisations terroristes sont aujourd'hui d'autant plus à craindre qu'elles parviennent à s'autofinancer, via leur participation à des trafics illégaux ou à d'autres activités criminelles

comme les pillages, les extorsions ou les enlèvements contre rançons.

Le rapport cite également, à côté de ces flux de macro-financement, l'apparition d'un terrorisme «low cost», fait d'attaques peu sophistiquées et peu coûteuses aujourd'hui dominantes en Europe.

Il précise que si le coût des attentats du 11 septembre 2001 a été estimé entre 350 et 400.000 dollars, la plupart des attaques commises récemment sur le sol européen ont coûté moins de 10.000 voire moins de 1.000 euros, notant par ailleurs les liens «avérés» entre financement du terrorisme et criminalité organisée, notamment dans des régions comme le Sahel.

Le rapport recommande, entre autres, une réponse internationale «renforcée et toujours plus efficace», l'élargissement et le renforcement du réseau international des cellules de renseignement financier, le renforcement de la lutte contre les trafics transnationaux mobilisés dans le financement du terrorisme et l'assistance internationale aux Etats les plus vulnérables.

RELATIONS AMÉRICANO-IRANIENNES:

La France appelle à éviter la déstabilisation de la région

Le président français Emmanuel Macron a appelé mardi à éviter toute escalade ou déstabilisation de la région après les nouvelles tensions dans les relations américano-iraniennes, lors de son entretien téléphonique avec le président iranien Hassan Rohani, a annoncé l'Elysée.

Il a rappelé l'attachement de la France et de ses partenaires européens au cadre fixé par l'accord nucléaire du 14 juillet 2015 et a souligné l'importance des décisions prises par les pays européens en soutien à cet accord, le Plan d'action global commun (JCPoA), avec la création du mécanisme de facilitation des transactions commerciales légitimes INSTEX, selon la même source.

M. Macron a souhaité qu'un dialogue constructif avec Téhéran se poursuive, sur la base d'un strict respect du JCPoA et d'une vision claire de l'avenir du programme nucléaire civil de l'Iran, a poursuivi l'Elysée dans un communiqué de presse. Lundi dernier, le président américain Donald Trump a annoncé que le Corps des Gardiens de la révolution islamique d'Iran était désormais considéré comme une «organisation terroriste étrangère», une décision qui va encore détériorer les relations américano-iraniennes et pourrait compliquer davantage la situation au Moyen-Orient. Téhéran a riposté le même jour en classant le Commandement central des Etats-Unis (CENTCOM) et toutes les forces qui lui sont affiliées comme «groupe terroriste».

DIPLOMATIE:

La Chine inaugure un poste frontière avec la Corée du Nord

La Chine a inauguré un nouveau poste frontière avec la Corée du Nord, alors même que Pyongyang reste frappé par des sanctions économiques internationales censées limiter son commerce avec l'extérieur.

Le point de passage entre les deux pays prend la forme d'un pont routier au-dessus du fleuve Yalu, qui marque la frontière sino-coréenne entre les localités chinoises de Ji'an et nord-coréenne de Manpo. «Après des années d'efforts sans relâche, le point de passage routier sino-nord-coréen de Ji'an à Manpo a été inauguré», a rapporté sur son site internet la ville de Ji'an. Le projet, qui a coûté 280 millions de yuans (37 millions d'euros), doit permettre d'acheminer chaque année 200.000 personnes et 500.000 tonnes de marchandises, selon la mairie de Ji'an. Un premier groupe de touristes chinois a traversé la frontière dès l'inauguration. Pyongyang est pourtant soumise à des sanctions internationales destinées à le faire renoncer à son programme nucléaire. La Chine, principale alliée de Pyongyang, assure appliquer ces sanctions.

BREXIT:

Merkel pour un report prolongé

La chancelière allemande Angela Merkel s'est dite favorable hier à un report du Brexit au-delà du 30 juin, délai demandé par Londres, à quelques heures d'un sommet européen crucial sur le sujet. «Je suis d'opinion (...) que nous devons laisser un délai raisonnable» aux partis politiques britanniques pour négocier une sortie de crise, et il est donc «fort possible que (le délai accordé par l'UE) soit plus long que celui demandé par la Première ministre britannique», a-t-elle déclaré devant les députés allemands. Les 27 de l'Union européenne devraient une nouvelle fois convenir d'un report du Brexit, assorti de conditions et dont la durée reste toutefois à déterminer, lors d'un sommet extraordinaire mercredi soir à Bruxelles, afin d'écartier le spectre d'un «no deal».

TURQUIE:

Le gouvernement annonce des réformes économiques

La Turquie a dévoilé hier une feuille de route visant à relancer son économie atone et rassurer les marchés, annonçant notamment des mesures pour renforcer le secteur bancaire et combattre l'inflation qui a atteint un niveau record.

Alors qu'aucune élection n'est prévue jusqu'à 2023, «la période qui s'ouvre va être celle des réformes économiques structurelles», a déclaré le ministre des Finances Berat Albayrak.

Il y a urgence : l'économie traverse sa première récession en 10 ans, l'inflation annuelle, alimentée par l'érosion de la livre turque, a atteint un niveau record et le chômage a bondi à 13,5% en décembre, au plus haut depuis 2010.

En tête des mesures annoncées par M. Albayrak : consolider le



secteur bancaire qui a été fragilisé par la baisse de la livre turque, la hausse des taux d'intérêt et le ralentissement de la croissance.

M. Albayrak a indiqué que le capital des banques publiques serait renforcé à l'aide d'obligations d'Etat à hauteur de 28 milliards de livres turques (4,3 milliards d'euros) et que les banques privées

seraient aidées «si nécessaire». Alors que l'inflation annuelle est d'environ 20%, M. Albayrak a promis des réformes dans le secteur de l'agriculture pour combattre la hausse des prix de l'alimentation qui a durement frappé les Turcs au porte-monnaie.

L'inflation est alimentée notamment par l'effondrement de la livre turque qui a perdu près

de 30% de sa valeur l'an dernier.

M. Albayrak a promis que la «discipline budgétaire» serait le maître-mot et a annoncé que le système des retraites, une usine à gaz, serait réformé.

Pour augmenter les recettes de l'Etat, il a indiqué qu'une réforme des impôts serait entreprise, avec une réduction de l'impôt indirect au profit de l'impôt direct guidée par le principe d'une contribution «plus juste» des revenus les plus élevés.

Le ministre turc des Finances a en outre affirmé que d'autres plans d'action seraient annoncés dans les mois à venir, évoquant un «master plan» pour le tourisme, où l'objectif est d'attirer 70 millions de visiteurs annuels d'ici 2023, contre 40 millions l'an dernier.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE BIR MOURAD RAIS
COMMUNE DE BIR KHADEM
N° : 03 / 2019
NIF N° 4100020001608501011

Avis d'appel d'offres nationale ouvert avec exigence de capacités minimales

La commune de Birkhadem lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

- Birkhadem :
 - Lot n°01 : Acquisition des produits de quincaillerie
 - Lot n°02 : Acquisition des produits d'entretien
 - Lot n°03 : Acquisition des fournitures électriques
 - Lot n°04 : Acquisition des produits de peinture
 - Lot n°05 : Acquisition matériaux de construction
- NB : le présent cahier des charges est lancé en cinq (05) lots séparés, les soumissionnaires (entreprises) peuvent soumissionner pour un ou les cinq lots, l'offre économique la plus avantageuse correspond à l'offre la moins-disante parmi les offres pré qualifiées techniquement sera attributaire d'un seul lot par ordre des lots.

Les soumissionnaires admis à concourir sont ceux dont les capacités répondent aux critères suivants :

- Lot n°01 : Acquisition des produits de quincaillerie :
 - Ayant le code d'activité
 - Lot n°02 : Acquisition des produits d'entretien :
 - Ayant le code d'activité
 - Lot n°03 : Acquisition des fournitures électriques :
 - Ayant le code d'activité
 - Lot n°04 : Acquisition des produits de peinture :
 - Ayant le code d'activité
 - Lot n°05 : Acquisition matériaux de construction :
 - Ayant le code d'activité
- Les entreprises intéressées par le présent avis sont invitées à retirer le cahier des charges auprès du bureau des marchés de la commune contre paiement de 2000.00 DA pour chaque cahier des charges au niveau de trésorier communal.

Les soumissions contiendront obligatoirement les pièces et documents en cours de validité exigés par la réglementation en vigueur, l'offre doit être présentée dans des plis séparés et cachetés portant la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière » à l'intérieur de la même offre. Le pli extérieur doit être fermé et anonyme portant l'objet du projet le numéro de l'avis d'appel d'offres et la mention suivante :

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° 03... / 2019
L'acquisition de fournitures pour l'entretien des bâtiments en cinq lots séparés au profit de la commune de Birkhadem
• Lot n°...
« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Les offres doivent être adressées à : Monsieur le Président de l'Assemblée Populaire Communale de Birkhadem Rue Mezouar Abdelkader.

01-DOSSIER DE CANDIDATURE :

- 01- Une déclaration de candidature dûment remplie signée et datée (selon le modèle ci-joint).
- 02- Déclaration de probité dûment remplie signée et datée (selon le modèle ci-joint).
- 03- Copie du Casier judiciaire.
- 04- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- 05- Copie de Registre de commerce.
- 06- Copie de numéro d'identification fiscale (NIF)
- 07- Un code pour les échantillons mis dans une enveloppe anonyme.
- 02-L'OFFRE TECHNIQUE CONTIENT :
- 01- La déclaration à souscrire, dûment remplie signée et datée (selon le modèle ci-joint).
- 02- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »
- 03- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif répondant aux points suivants
 - Une présentation de l'entreprise ;
 - Liste des moyens humains avec les pièces justificatives notamment ;
 - Moyens matériels avec les pièces justificatives notamment les cartes grises au nom de l'entreprise.
 - Fiche de marque des produits signés par le soumissionnaire
 - Délai de livraison
- 04- Les échantillons des produits demandés doivent être déposés le même jour de dépôt des offres avec code de l'anonymat.

03-L'OFFRE FINANCIERE CONTIENT :

- 01- La lettre de soumission, dûment remplie signée et datée (selon le modèle ci-joint).
 - 02- Le bordereau des prix unitaires (BPU), dûment rempli signé et daté (selon le modèle ci-joint).
 - 03- Le détail quantitatif et estimatif (DQE), dûment rempli signé et daté (selon le modèle ci-joint).
- Il est précisé que les offres devront être remises directement la date et heure limite de dépôt des offres. (La durée de préparation des offres est fixée à 10 jours à compter de la première parution dans les journaux nationaux et le BO MOP).
- La date et l'heure limite de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres à 12h00.
- Les soumissionnaires sont cordialement invités à assister la séance publique d'ouverture des plis techniques et financiers à 13h00 au niveau du siège de la commune.
- Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant la durée de préparation des offres augmentées de trois mois.

DK NEWS

Anep : 1916008466 du 11/04/2019

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA :MASCARA
DAIRA :OGGAZ
COMMUNE :OGGAZ
MF 29/27.00.13.000

AVIS D'ATTRIBUTION
PROVISOIRE DE MARCHE

- Conformément à la disposition de l'article 65 du décret présidentiel N°15-245 DU 20/09/2015 et portant réglementation des marchés publics, il est porté à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacité minimal paru dans les journaux le 16/03/2019.
- Vu l'évaluation des offres Techniques et financier du 01/04/2019
- Décide l'attribution provisoire de marche. A L'ENTREPRISE EURL EUTRAPEL (BERIAHI)

Suivant le tableau ci-dessous :

Projet	L'ENTREPRISE	L'OFFRE	LA NOTE TECHNIQUE /80	OBSERVATION
AMENAGEMENT URBAINE COMMUNE DOGGAZ CENTRE	EURL EUTRAPEL	28.411.647,50 da Délai de réalisation 03 mois	69/80	ATTRIBUTION DU MARCHE OFFRE UNIQUE QUALIFIE TECHNIQUE)
	Matricule fiscal 195229310046532			

DK NEWS

Anep : 1931003059 du 11/04/2019

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE DE TIZI-OUZOU

Siège social avenue ABANE Ramdane Tizi-Ouzou

- NIF : 001215004877603 - NIS : 099.115.019.240.819 - Code d'activité : 858

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 04/2019

Un Avis d'Appel d'Offres National Ouvert avec exigence de capacités minimales est lancé par l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de TIZI-OUZOU, pour la réalisation des travaux restants à réaliser en TCE avec VRD du projet des :

22 logements sociaux localités à ILLILTEN, Programme RPHP2009.

♦ Eligibilité du soumissionnaire :

Les entreprises admises à soumissionner sont les entreprises :
- Ayant la qualification catégorie 1 ou plus dans le domaine du bâtiment comme activité principale ou secondaires.

- Ayant réalisé un chiffre d'affaire cumulé minimum de 10 000 000,00 DA pendant les cinq dernières années.

Peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Tizi-Ouzou sis avenue ABANE Ramdane BP n° 84 à Tizi-Ouzou.

Les soumissions doivent être accompagnées des pièces réglementaires suivantes :

A) Dossier de candidature comprenant :

- Une déclaration de candidature dûment renseignée, datée, signée et cachetée ;
- Une déclaration de probité dûment renseignée, datée, signée et cachetée ;
- Les statuts pour les sociétés ;
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats le cas échéant des sous-traitants :

a) Capacités professionnelles : certificat de qualification et de classification, professionnelle en cours de validité.

b) Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans les cinq (05) dernières années.

c) Capacités techniques : moyens humains et matériels et références professionnelles.

- Moyens humains justifiés par : Déclaration annuelle des salaires avec liste nominative ainsi que les attestations d'affiliation à la CNAS (SECU) a jours accompagnées des diplômes ou attestation de succès pour l'encadrement.

- Moyens matériels justifiés par : cartes grises pour le matériel roulant, procès verbal délivré par un commissaire priseur de l'année en cours, factures d'achat, Contrat de location notarié d'une durée couvrant le délai global de réalisation ou autre document justifiant ces moyens pour le matériel de chantier (le PV d'huissier de justice ne fait pas foi)

- Références professionnelles de l'entreprise dûment justifiées par des attestations de bonne exécution visées par les différents maîtres d'ouvrages (les attestations de bonne exécution doivent faire référence aux montant des travaux réalisés ou bien accompagnées des copies de marchés, contrat, bon de commande.....etc des travaux réalisés objet des dites attestations).

B) L'offre technique comprenant :

- Une déclaration à souscrire dûment renseignée, datée, signée et cachetée ;
- Les documents permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif répondant aux points suivants

- ✓ A méthodologie d'exécution : il s'agit de décrire la phase avec la fourniture d'un planning respectant les délais d'exécution
- ✓ Le délai d'exécution
- ✓ Les moyens humains affectés au chantier par exemple l'organigramme de l'équipe, le nombre de personnes affectées avec leurs qualifications, expériences, profils, CV,...
- ✓ Les moyens matériels affectés au projet
- ✓ Produits proposés pour le chantier
- ✓ Contraintes d'exécution et solutions proposées
- ✓ Moyens mis en œuvre pour l'approvisionnement du chantier
- ✓ Moyens mis en œuvre pour respecter les délais d'exécution

- Le présent cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « Lu et accepté ».

C) L'offre financière comprenant :

- La lettre de soumission dûment renseignée, datée, signée et cachetée ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;

N.B : document justificatifs : conformément à l'article 69 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'attributaire du marché public doit fournir les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché

- Registre de commerce.
- Extrait de rôles apuré ou avec échéancier en cours de validité.
- Attestations de mise à jour en cours de validité : CNAS, CASNOS, CACOBATPH)
- Original du casier judiciaire du gérant en cours de validité.
- Numéro d'identification fiscale.
- Attestation de dépôt légal des comptes sociaux (SARL, EURL, SPA, SNC)

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière doivent être présentés sous trois enveloppes fermées et accompagnées de toutes les pièces réglementaires conformément aux cahiers des charges.

Les trois enveloppes intérieures doivent comporter séparément le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière. Celles-ci doivent être fermées et intégrées dans une enveloppe extérieure qui doit être anonyme et ne portera que la mention suivante :

A Monsieur le Directeur Général de l'OPGI de Tizi-Ouzou

(Soumission à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres)

Avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales n° 04/2019

pour la réalisation des travaux restants à réaliser en TCE avec VRD du projet des 22 logements SL à ILLILTEN, Programme RPHP 2009

- La durée de préparation des offres est de 21 jours à compter de la 1^{re} parution dans la presse nationale ou le BOMOP

- La durée de validité de l'offre est de trois (03) mois augmentée de la durée de préparation des offres (21 jours).

- Les plis doivent parvenir le dernier jour de préparation des offres avant l'heure limite de dépôt des offres à (11h00).

- Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite de dépôt des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

- L'ouverture des plis des offres (techniques et financières) se fera en séance publique en une seule phase au siège de la Direction Générale de l'OPGI de Tizi-Ouzou le même jour de dépôt des offres à 11h30 mn et à laquelle les soumissionnaires sont invités à y assister.

DK NEWS

Anep : 1916007933 du 11/04/2019

CONSTANTINE :

Un film documentaire sur le parcours des sœurs Fadila et Meriem Saâdane

Des révélations inédites sur les tortures subies par les femmes algériennes durant le colonialisme dans la ferme Améziane de Constantine seront faites au public par le biais d'un film documentaire sur le parcours militant des sœurs martyres Fadila et Meriem Saâdane, a indiqué mardi la réalisatrice du film, Soraya Ammour.

L'œuvre qui sera présentée au public courant 2019, relatera par la voix de la moudjahida Leila Sedira (sœur de la martyre Nafissa Belakhal et fille du militant de l'association des oulémas musulmans algériens, Laaroussi Belakhal), les tortures subies par les femmes algériennes dans ce centre qui dispose de plusieurs unités spécialisées dans la répression de toute action et soutien à la lutte du peuple algérien pour son indépendance.

Ce film documentaire de 1H30mn, dédié au combat de ces deux héroïnes de la Révolution algérienne, «marquera une halte sur les tortures subies à la ferme Améziane qui fut avec la villa Susini à Alger l'un des plus importants centres de tortures aménagés par l'administration coloniale durant la guerre de libération nationale», a souligné la réalisatrice, Fadila Saâdane, qui fut l'une des rares femmes à pouvoir assister aux

réunions des chefs de zone de la Wilaya II historique, fut capturée lors d'un affrontement avec des soldats français qui prirent d'assaut la cache clandestine où elle se trouvait en avril 1960 et fut immédiatement transférée au centre de torture de la ferme Améziane où elle subissait les pires tortures, selon les témoignages qui seront dévoilés dans le cadre de ce documentaire.

Ce travail de recherche et d'investigation, lancé depuis 2016, révélera des séquences encore méconnues de la vie révolutionnaire de ces deux sœurs chahidate, mortes sur l'autel de la liberté, a ajouté Mme. Ammour, précisant que plusieurs moudjahidine ont contribué, par leurs témoignages, à la réalisation de ce film documentaire.

Les sœurs Fadila (1938-1960) et Meriem (1932-1958) avaient passé le plus clair de leur vie dans la ville de Constantine.



Chahid Benzerdjeb, un symbole de la Révolution ayant voué un attachement à la médecine et à la patrie

Le chahid Benaouda Benzerdjeb est un symbole de la Révolution qui avait consacré sa vie aux malades vouant un attachement à la médecine et à la patrie, a-t-on souligné, mardi à Ain Temouchent, lors d'une rencontre commémorant le 63e anniversaire du martyr, organisée mardi à Ain Temouchent.

Dans une conférence animée pour la circonstance, le Dr. Agha Maaradj a affirmé, en se référant à des témoignages recueillis auprès de la famille du chahid à Tlemcen, que Benaouda Benzerdjeb s'était engagé à consacrer sa vie au chevet des malades dans les douars et villages des régions de Sebou et Remchi et à servir la cause nationale.

Abordant le parcours militant et combattant du chahid, le conférencier a évoqué que «ce vaillant héros de la Révolution avait intégré le mouvement national dès son jeune âge en adhérant d'abord au Parti du peuple algérien (PPA), ensuite au Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), avant de prendre



part à la glorieuse guerre de libération nationale. Il tomba au champ d'honneur comme premier chahid médecin.»

Né en 1921 à Tlemcen, Benaouda Benzerdjeb a décroché le baccalauréat en 1941 pour poursuivre des études supérieures en médecine en France où il forgea son patriotisme et participa à la création d'une première association des étudiants algériens.

De retour au pays, il ouvrit un cabinet médical à Tlemcen en 1948 et fut surnommé «le médecin des pauvres». Il contribua également à la création du Front de libération nationale (FLN) et de cellules secrètes dans sa ville. Après le déclenchement de la Révolution de novembre, Benzerdjeb se déplaça la nuit pour soigner les moudjahidine blessés.

En 1956, il se fit confier la mis-

sion d'acquérir une imprimante au profit de la Révolution qu'il paya de son propre argent. Mais une fois son activité démasquée par l'administration coloniale, il fut arrêté, torturé et exécuté le 16 janvier 1956.

Au cours de cette rencontre commémorative, organisée par la Direction des moudjahidine de la wilaya d'Ain Temouchent à l'hôpital Dr. Benzerdjeb en présence de membres de la famille révolutionnaire et d'élèves paramédicaux, le directeur local des moudjahidine, Mohamed-Cherif Kaddouri, a déclaré que cette conférence s'inscrit dans le cadre des activités visant à faire connaître davantage les symboles de la glorieuse Révolution, les chouchada, les moudjahidine et leur lutte pour l'indépendance du pays.

Pour sa part, le directeur de l'hôpital Dr. Benzerdjeb d'Ain Temouchent, Abdelhamid Zerdaoui, a souligné, en substance, que cette rencontre a été riche en enseignement pour les stagiaires du paramédical et le personnel de l'établissement.

CONCOURS FARÈS EL-KAOUAFI DE SKIKDA :

Le poète Farès Bira remporte la cinquième édition

Le jeune poète Farès Bira (29 ans) a remporté le titre de chevalier de la rime 2019 au terme de la 5ème édition du concours Farès El kaouafi 2019 (le chevalier des rimes) qui s'est clôturé mardi à la maison de la culture Mohamed Siradj de Skikda.

Le poème «Mihrab El Ghwaya», un hymne à la beauté de la femme de Farès Bira doctorant en troisième année en critique littéraire a été jugé remarquable et laisse augurer d'un «avenir prometteur» pour le poète, ont assuré les membres du jury. Le jeune Farès a affirmé, à ce sujet, à l'APS, être honoré par cette consécration et exprimé sa détermination à continuer à développer son talent.

Quant au second prix du concours, il est revenu à Ahmed Aggoune (22 ans) et le troisième à Chaker Meguelati (27 ans). Le jury de la manifestation a retenu ces lauréats parmi 21 jeunes poètes en lice dont 6 ont été sélectionnés pour la phase finale. Initiée depuis cinq années consécutives par la maison de la culture Mohamed Siradj, le concours a permis de découvrir de nombreux jeunes poètes de talent ayant par la suite réussi à décrocher divers prix, a indiqué Zidane Meghlaoui, directeur de cet établissement culturel.

CUBA :

La Havane immense galerie d'art pour la XIIIe biennale

La Havane va se transformer pour un mois à partir de demain en une immense galerie d'art à l'occasion de sa XIIIe Biennale, dont le thème est «La construction du possible», qui réunira quelque 500 plasticiens cubains et 300 étrangers.

L'événement présentera des expositions individuelles ou collectives dans les musées, galeries ou espaces en plein air de la capitale cubaine. Le projet «Detras del Muro» (Derrière le mur), auquel participent une soixantaine d'artistes, sera par exemple visible sur plus d'un kilomètre, le long de la fameuse avenue côtière du Malecon, a expliqué le directeur de la Biennale, Juan Delgado, cité par l'agence AFP.

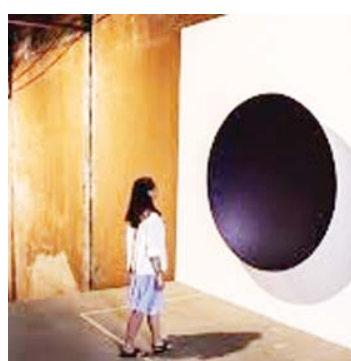
Des expositions seront organisées dans différentes provinces de l'île avec comme objectif de favoriser le dialogue sur des questions telles que l'émigration, les déplacements de populations, l'écologie et les relations entre les hommes. Selon la principale commissaire,

Margarita Gonzalez, la Biennale se veut une manifestation «inclusive et participative».

Plus de 500 artistes cubains participeront à l'événement, parmi les 12.000 recensés sur l'île (11 millions d'habitants). Outre les 300 artistes internationaux, sont attendus des directeurs de musées, des galeristes, des spécialistes universitaires venus de Belgique, Espagne, Chili, Etats-Unis...

Cette XIIIe édition intervient après une vive polémique suscitée dans le milieu artistique cubain par l'entrée en vigueur début décembre d'un décret qui oblige les artistes à se professionnaliser et à travailler sous l'autorité du ministère de la Culture.

Certains artistes cubains se sont plaints sur les réseaux sociaux d'avoir été écartés de la Biennale en raison de leur opposition à ce texte. «Les invitations à participer n'ont rien à voir avec la position politique d'un artiste», a répondu une des organisatrices, Norma Dominguez, qui a assuré que la sélection se



faisait en fonction de la qualité des œuvres et des liens avec la thématique choisie.

APS

Programme de la soirée

TF1 21:00

Section de recherches

Réalisateur : Alexandre Pidoux
Avec : Xavier Deluc, Franck Sémonin



Martin Bernier et ses équipiers enquêtent sur la disparition de trois personnes de la famille Delli, qui semblent s'être mystérieusement volatilisées de leur villa cannoise. Il s'agit de Guillaume, un ténor du barreau, de son épouse Emmanuelle, à la tête d'une association caritative, et de leur fille de 22 ans, Jade, un prodige du violon. Les gendarmes s'intéressent au frère d'Emmanuelle, qui a donné l'alerte. L'image de la famille parfaite ne tarde pas à voler en éclats...

France 2 21:05

Envoyé spécial



Le travail qui casse. Sylvana, caissière, Joëlle, secrétaire de syndicat, Louise et Julie, jeunes infirmières, Fatima, victime d'un braquage sur son lieu de travail, avaient leur emploi mais ne le supportent plus. Ce travail qui casse, le Dr Marielle Dumortier, médecin du travail, le voit depuis 35 ans. Autos, motos, vélos : le champ de bataille. Rien ne va plus entre cyclistes, automobilistes et scooters. A Paris, Strasbourg, Bordeaux ou Lille, la route est devenue un champ de bataille où tous les coups sont permis. Enquête sur une anarchie routière dangereuse et hors de contrôle. • Le pays des femmes. Au Rwanda, 61 % des députés sont des femmes, et les plus grandes sociétés sont dirigées par des femmes. C'est l'un des pays les plus dynamiques du monde : 6 % de croissance en 2017, avec une réduction spectaculaire de la pauvreté. Ce miracle de parité et de développement est né d'une tragédie : le génocide des Tutsis en avril 1994.

France 3 21:00

On ne choisit pas sa famille

Réalisateur : Christian Clavier
Avec : Christian Clavier, Jean Reno



Alex, brillante avocate, et sa compagne Kim veulent adopter une petite Thaïlandaise. Mais les autorités du pays n'acceptent que les dossiers des couples mariés. Alex demande à son frère César, concessionnaire, de jouer le rôle du mari de Kim. Au bord de la ruine, César accepte d'embarquer pour Bangkok contre une forte somme d'argent. Mais le courant ne passe pas du tout entre lui et Kim, qui doivent pourtant jouer au couple idéal.

CANAL+ 20:55

False flag

Réalisateur : Oded Ruskin
Avec : Hanna Azoulay Hasfari, Hani Furstenberg



Sagi a reconnu Amir en compagnie de sa femme Anat sur des photos prises il y a deux ans lors d'un voyage romantique en Turquie. A cause de son fiancé qui est recherché, Mika Arazy perd son travail. Pendant ce temps, Eitan et Gafni interrogent la ministre de l'Énergie, qui se remet de ses blessures à l'hôpital. Dikla est assignée à résidence chez ses parents au grand dam de son père, qui voit sa réputation ternie.

6 21:00

9-1-1

Réalisateur : Maggie Kiley
Avec : Angela Bassett, Connie Britton



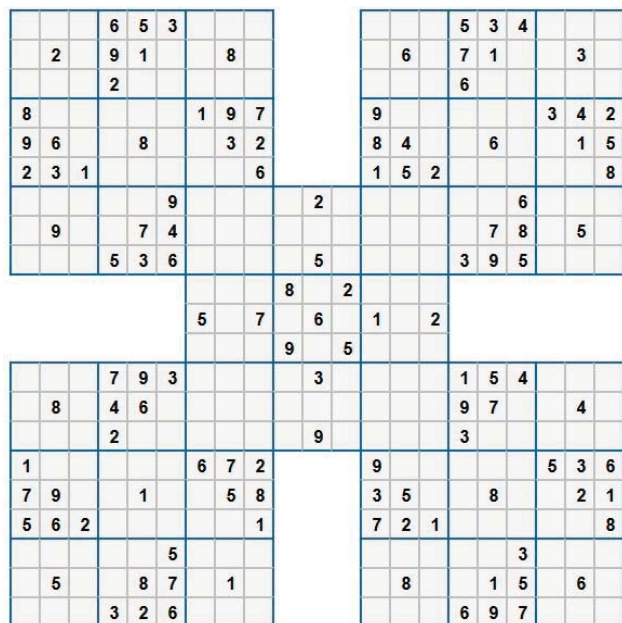
La nuit de la pleine lune approche et les équipes se préparent à vivre une période agitée, comme à chaque fois dans ce cas. Abby reçoit l'appel d'une femme qui s'inquiète parce qu'un homme l'observe à travers sa fenêtre. Hen et Athena pensent que le rôle de s'est introduit chez elle. Bientôt, un autre signalement d'intrusion retient l'attention du 911. L'opératrice des urgences fait des recherches sur cette affaire. De leur côté, Bobby et Buck interviennent dans un club de yoga pour femmes enceintes où plusieurs accouchements se produisent au même moment.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2139

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles de sudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

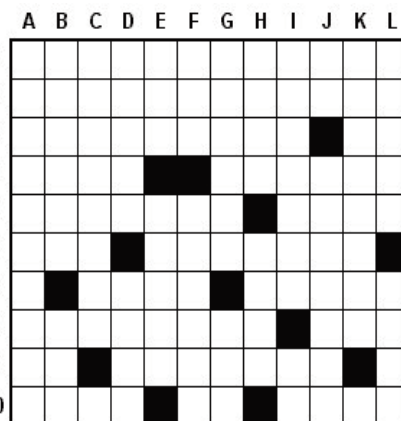


"Ignorance est mère de tous les maux."

François Rabelais

Mots croisés n°2139

- Horizontalement :**
- Vermifuge
 - Donner un air de Nouveau Monde
 - Bons tuyaux pour faire le plein - Initiales papales
 - Lieu de délices - Glossine africaine
 - Elle nécessite un bon tirage - Pays d'Asie
 - Son bonnet coiffe rarement les cathédrales - Dispensé
 - Souveraine végétale - Pas très productif
 - Couvrirai de plis harmonieux - Élément de service
 - Coïncé - Mise dans le ton
 - A échanger avec la casse - Marque de licence - Concret
- Verticalement :**
- Mielleses
 - Avec lui, le col est encore plus raide - Lieu de mauvaise école
 - Préparera un spectacle
 - Vieux ring - Prend position
 - Matière de vieux potiers - Démantelée
 - Et pas ailleurs - Espagne d'autrefois
 - Les sœurs de maman - Lourdes charges
 - Malheureuse infante - Dissimule
 - Fignoler - Désinence verbale
 - Petite bourguignonne - Augmentée du produit des raffles
 - Descend dans le milieu
 - Anneaux pour gens de mer - Plan pour couper le quartier



Terreurs



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°839

sentinelle	apocope	épouse- teras	tentati- ves	négation laissez un espa- ce blanc	alliée	hasards mouillent largement
mot imaginé	trait de lumière	halte	ville sur la Tille		douleur	
					base	
dota d'u- ne coque canaux de salins					surface	
					éclair- cissent	
			mettra de niveau			
genre de thon	beaux restes fait du mal					partie dure métal de soudure
			suites			
bizarra		dieu soleil	maire en Espagne	peaux de citrons lac américain		sortes de mouettes
lettre du début		ineptie		rien		
				se rendrait		
réservoir à grains	noté famille des lentilles				sortez latin joies célestes	
			élément gazeux		dans	
petits rusés désert pierreux			brilla		début de compte	entasser
		sans effets		très per- sonnel disparai- tre		partie de siècle fleurs à bulbes
		fêlard				
décou- ragé	soude		c'est le platine jolis pa- pillons	beaux perro- quets		
	parée			déesse d'Egypte		restes de mois- sons
malin comme un singe étiole				ultime	crochet d'étagère assemb- lée	
		meneurs patients				coordina- tion c'est le meilleur
récent		loyale	va au hasard en matiè- re de		mesure agraire fibres textiles	
trompées en argot				insigni- fians astate en chimie		très osé
vieilles coutu- mes ancêtre	purifié				le chlore à l'amphi début de gamme	
	entre si et ré		couper la lumière			
essen- ces aro- matiques				trouve la solution		

Solution

Sudoku n°2139

4	7	8	6	5	3	9	2	1
6	2	5	9	1	7	3	8	4
3	1	9	2	4	8	7	6	5
8	5	4	3	6	2	1	9	7
9	6	7	4	8	1	5	3	2
2	3	1	7	9	5	8	4	6
5	4	3	1	2	9	6	7	8
1	9	6	8	7	4	2	5	3
7	8	2	5	3	6	4	1	9
3	4	1	8	7	2	9	5	6
8	6	2	9	1	5	3	4	7
6	2	5	9	3	1	8	4	7
3	8	7	4	6	1	9	2	5
9	1	4	2	5	8	7	3	6
1	4	8	5	3	9	6	7	2
7	9	3	6	1	2	4	5	8
5	6	2	8	7	4	3	9	1
2	3	9	1	4	5	8	6	7
4	5	6	9	8	7	2	1	3
8	7	1	3	2	6	5	4	9

Mots Croisés n°2139

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	P	A	R	A	S	I	T	I	C	I	D	E
2	A	M	E	R	I	C	A	N	I	S	E	R
3	P	I	P	E	L	I	N	E	S	S	S	S
4	E	D	E	N	T	S	E	T	S	E	S	
5	L	O	T	E	R	I	E	L	A	O	S	
6	A	N	E	A	B	S	T	E	N	U		
7	R	R	O	S	E	A	R	I	D	E		
8	D	R	A	P	E	R	A	I	S	E	T	
9	E	U	T	E	I	N	T	E	E	A		
10	S	E	N	E	E	S	R	E	E	L		

Grille géante n°839

•	F	•	A	•	B	•	E	•	•	•	A	•
B	A	R	B	R	O	S	S	A	R	E	M	A
C	A	R	R	O	S	T	S	A	I	G	E	R
E	I	•	V	I	T	E	R	A	L	E	I	R
B	O	N	U	A	I	T	A	L	E	I	R	A
I	N	U	I	T	A	L	E	I	R	A	I	R
S	A	L	O	N	A	R	D	E	P	T	I	S
R	E	G	U	N	O	T	I	V	E	R	A	N
D	E	V	I	C	E	T	E	L	A	N	I	R
F	A	N	E	U	F	E	S	A	I	R	E	S
G	O	U	S	•	A	S	•	S	A	I	E	S
A	I	E	U	L	E	S	•	R	E	S	•	

TENNIS / TOURNOI INTERNATIONAL CAP-D'AIL (TABLEAU DOUBLE): L'Algérien Youcef Rihane en demi-finale



Le tennisman algérien Youcef Rihane et son équipier français Younès Djouder se sont qualifiés hier pour les demi-finales du Tableau Double du Tournoi international Cap-d'Ail, qui se déroule du 7 au 14 avril dans les Alpes-Maritimes (France), après leur victoire par deux sets à un contre un tandem franco-italien, composé de Lilian Marmouze et Francesco Passaro.

L'Algérien et son équipier avaient commencé par remporter le premier set (6-4), avant de concéder le deuxième (6-1), mais ils se sont bien ressaisi au tie-break, qu'ils ont remporté 10-6.

En demi-finale, Rihane et Djouder seront opposés à un tandem suisse-roumain, composé de Jérôme Kym et Nicholas David Ionel, qui de leur côté se sont qualifiés aux dépens des Italiens Flavio Cobolli et Luciano Darderi (6-3, 6-3). Un excellent parcours pour Rihane dans ce tournoi de Grade 2, dans lequel il est toujours en lice dans le Tableau Simple.

Le vice-champion d'Afrique «juniors» est qualifié en effet pour les quarts de finale, où il sera opposé jeudi à l'Italien Flavio Cobolli, tête de série N3. La compétition, qui se déroule sur les courts en terre battue du Tennis club Cap-d'Ail, a drainé la participation de plusieurs joueurs figurant dans le Top 50 mondial de la catégorie «juniors», notamment, le Canadien Taha Baadi (40e).

TENNIS / TOURNOI MAGIC TOURS EN TUNISIE (TABLEAU DOUBLE): L'Algérien Nazim Makhoul éliminé au premier tour

Le tennisman algérien Nazim Makhoul et son équipier tunisien Aziz Ouakaa ont été éliminés mardi du tableau double du tournoi international Magic Tours, qui se déroule du 8 au 14 avril en Tunisie, après leur défaite au premier tour, contre un tandem argentin, composé d'Ignacio Carou et Franco Emanuel Egea.

Après avoir concédé le premier set (6-2), le duo maghrébin s'est bien ressaisi dans le deuxième, qu'il a néanmoins fini par concéder (7-5). En simple, Makhoul (20 ans/1183e mondial) a été éliminé lundi, au premier tour du tableau des qualifications, après sa défaite par deux sets à zéro contre le Russe Nikolay Vylegzhnin (6-4, 6-2). De son côté, le jeune Mohamed Ali Abissi, deuxième algérien engagé dans ce tournoi à 15.000 USD a été éliminé par le Français Mayeul Darras (6-2, 3-6, 10-2).

APS

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE BASKET-BALL : AG extraordinaire samedi à Alger

Les membres de l'assemblée générale de la Fédération algérienne de basket-ball (FABB) sont convoqués en session extraordinaire prévue samedi (10h00) à Alger, afin de trouver un «consensus» à la situation que traverse la FABB, a indiqué le secrétaire général par intérim de l'instance, Zaki Lahmar.

«J'ai reçu des demandes écrites pour une AGEx de la part de 58 membres votants (clubs et ligues) de l'assemblée générale, ce qui représente plus des deux tiers exigés par les statuts de la FABB. Nous avons donc programmé cette AGEx samedi au siège du Comité olympique et sportif algérien (COA)», a déclaré Lahmar à l'APS.

«Notre premier objectif est de sauver la saison en cours en trouvant des solutions à la situation que traverse la FABB, notamment par la reprise des compétitions nationales (Nationale 1 messieurs et dames) et la reprise des activités des équipes nationales en prévision des compétitions internationales de cet été», a ajouté le secrétaire général par intérim de la FABB et également Directeur technique national (DTN).

Concernant la validation par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) du rejet des bilans moral et financier du président Ali Slimani et de son bureau exécutif lors de l'assemblée générale ordinaire qui s'est déroulée le 14 mars à Alger, Lahmar a précisé que «la FABB n'a pour le moment reçu aucune notification du MJS à ce sujet.»



«Nous sommes toujours dans l'attente de la validation du MJS des rapports de l'AG ordinaire afin que les commissions installées en clôture de l'AG ordinaire débutent leurs missions respectives conformément aux lois en vigueur», dit-il.

À la fin des travaux de cette AG ordinaire, l'ancien secrétaire général par intérim de la FABB, Redouane Djoudi, et le représentant du MJS, Nadir

Belayat, avaient procédé à l'installation des commissions de candidatures, de recours et de passation de consignes, en prévision des prochaines élections.

Lahmar a également indiqué que les membres de l'assemblée générale débattent samedi de la réhabilitation de l'ancien président de la FABB Rabah Bouarifi, dont les bilans ont été rejetés à la fin de son mandat (2013-2016) et qui est sous le coup d'une décision

d'inéligibilité du MJS du temps de l'ex-ministre El Hadi Ould Ali.

Il y a lieu de noter que cette situation a mené au gel de toutes les compétitions nationales jusqu'à l'élection d'un nouveau président. Seul candidat, Slimani avait été élu à l'unanimité en 2017 lors d'un scrutin qui s'était déroulé en présence de 70 membres de l'AG qui ont également élu les membres du bureau fédéral.

JM ORAN-2021 :

Plus de 1,9 milliard DA pour la mise à niveau de plusieurs infrastructures sportives (wali)

Plus de 1,9 milliard de dinars sont mobilisés dans le cadre des opérations lancées pour la remise à niveau de plusieurs infrastructures sportives à Oran en vue de l'organisation dans cette ville de la 19e édition des Jeux méditerranéens (JM) en 2021, a-t-on appris du wali.

«Il s'agit d'un investissement de taille dont tirera profit le mouvement sportif à Oran», s'est réjoui Mouloud Cherifi en marge de la cérémonie qu'il a organisée mercredi soir au niveau de la résidence «El Bahia» pour récompenser les sportifs locaux qui se sont illustrés au cours de la saison 2018-2019. Parmi les infrastructures concernées et dont les travaux ont déjà été lancés, il y a la piscine municipale de M'dina Jedida, le Palais des sports Hammou-Boutléis, le centre de tennis à Haï Essalam, le stade Ahmed-Zabana dans la commune d'Oran, le centre

d'équitation (hippodrome) dans la commune d'Essenia, ainsi que l'institut national de formation supérieure des cadres de la jeunesse et des sports (ex-CREPS) à Ain Turk, a-t-il rappelé.

Le même responsable a souligné aussi que le complexe sportif en cours de réalisation dans la commune de Bir El Djir sera un «énorme acquis aussi pour les sportifs de la ville», car disposant d'un stade de football de 40.000 places, une salle omnisports de 7000 places, un stade d'athlétisme de 4000 places, et un centre nautique composé de quatre bassins.

Au cours de la cérémonie qu'il a organisée au profit des sportifs lauréats,



pas moins de 114 athlètes de différentes disciplines ont été honorés. À ce propos, le wali a fait savoir que le mouvement sportif a récolté cette saison pas moins de 78 consécutions sur le plan national, 21 sur le plan africain, 17 au niveau arabe et une mondiale, l'œuvre de Bahlaz Lahouari en Handisports.

TENNIS/CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES U16:

3 Algériens passent au 2^e tour

Trois algériens sur cinq engagés, ont composé mardi soir leurs tickets pour le second tour du Championnat d'Afrique des U16, qui se déroule à Nabeul (Tunisie), du 7 au 14 avril courant. Chez les garçons, Aymen Ali Moussa

et Mohamed Ounis se sont qualifiés après leur succès respectivement devant le Béninois Marsano Kpodezoa 6-2, 6-1 et le Malgache Sampras Ranotoncrainib 7-5, 6-7(7), 6-3.

Leur compatriote Forkan

Mohamed Lebdi s'est incliné devant l'Égyptien Karim Ibrahim par deux sets à zéro (6-1, 6-3). Chez les filles, Ines Bekrar s'est imposée devant la Togolaise Vania Cotse sur le score 6-1, 6-2, alors que l'autre algérienne, Bouchra Rehab

Mebarki, vice-championne d'Afrique en titre des 14 ans, a perdu devant la Kenyane Angella Okuton par deux sets à zéro (6-4, 6-3). Les sélectionnés sont encadrés par Mourad Meghari, Manager du GS Pétroliers.

HANDBALL / EXCELLENCE MESSIEURS :

Ultime journée décisive pour le titre de champion

L'ultime journée des play-offs du Championnat d'Algérie de handball, division Excellence (messieurs), prévue demain (15h00), sera décisive pour l'obtention du titre de champion 2018-2019, avec le déplacement du leader le CR

Bordj Bou Arréridj chez son poursuivant direct l'ES Ain-Touta.

Vainqueur du champion sortant le GS Pétroliers qu'il a définitivement écarté de la course au titre lors de la précédente journée, le CRBBA, leader du classement

avec 14 points, amorce un déplacement périlleux à Ain-Touta pour y affronter l'équipe locale qui accuse deux unités de retard. En cas de victoire, l'ESAT rejoindra le CRBBA en tête et c'est le goal-averaging qui départagera les deux équipes.

JUDO : Les dates des différents championnats nationaux arrêtées

Les dates des différents championnats nationaux de judo ont été arrêtées mercredi par la Fédération algérienne de la discipline (FAJ), à commencer par les Championnats «par équipes» des Divisions 1 et 2, initialement prévus du 1er au 2 mars 2019 et qui auront lieu finalement les 14-15 juin.

«Le championnat national «par équipes» de 2e Division concerne uniquement la catégorie seniors (Messieurs) et il sera le premier à se dérouler, le 14 juin» a détaillé la FAJ dans un communiqué, ajoutant que «Le championnat national «par équipes» de 1re Division se déroulera le lendemain, 15 juin» et concernera les seniors, messieurs et dames.

Dans la foulée, les 21-22 juin, aura lieu le championnat national «par équipes» de la catégorie minimes (Garçons et filles), et il sera suivi du «par équipes» cadets (Garçons et filles), prévu le 28 juin, puis le «par équipes» de la catégorie espoirs (Messieurs et Dames), qui lui est programmé pour le 29 juin.

Le mois suivant sera consacré aux épreuves «par équipes» de la Coupe d'Algérie 2019, à commencer par la catégorie des minimes (Garçons et filles), qui feront leur entrée en lice dans cette compétition le 3 juillet. Le lendemain, 4 juillet, ce sera au tour des juniors (Messieurs et Dames), puis les cadets (Garçons et filles), qui concourront le 5 juillet, et enfin les seniors (Messieurs et Dames), qui clôtureront les épreuves le 6 juillet.

Sur le plan international, la première grosse compétition inscrite au programme du judo algérien est le Championnat d'Afrique 2019 de la catégorie seniors, prévu du 25 au 28 avril courant au Cap (Afrique du Sud).

VOLLEY-BALL / NATIONALE 1 DAMES : Le programme de la 15^e journée

Programme de la 15^e journée du Championnat d'Algérie de volley-ball, Nationale 1 dames, prévue demain et samedi :

Demain :

ASW Béjaïa - OS Tichy (10h00)
RC Béjaïa - MB Béjaïa (11h00)
Seddouk VB - WA Aïn Taya (15h00)

Samedi :

NC Béjaïa - NR Chlef (10h30)
WA Béjaïa - GS Pétroliers (10h00)

Classement :	Pts	J
1. GS Pétroliers	36	12
2. Seddouk VB	34	14
3. RC Béjaïa	29	14
4. NR Chlef	29	14
5. MB Béjaïa	27	13
6. WA Béjaïa	18	14
7. OS Tichy	11	13
8. NC Béjaïa	10	14
9. ASW Béjaïa	6	14
10. WA Aïn Taya	1	14

APS

CAN-2019/TIRAGE AU SORT : La sélection algérienne fixée demain sur ses adversaires

L'équipe nationale algérienne de football sera fixée demain sur ses prochains adversaires à la 32^e Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Egypte (21 juin - 19 juillet), à l'occasion du tirage au sort de la phase finale, prévu aux pieds des Pyramides de Gizeh dans la banlieue du Caire (19h00, algériennes).

L'Algérie qui ne sera pas tête de série, contrairement au tirage au sort de la précédente édition tenue en 2017 au Gabon, va rencontrer à coup sûr l'un des gros morceaux du continent, à l'image de l'Egypte, pays hôte et favori N.1, ou encore le Cameroun, tenant du trophée.

Cela est suffisant pour que les fans de l'équipe nationale, en pleine phase de reconstruction sous la conduite du sélectionneur Djamel Belmadi, retiennent leur souffle lors du tirage au sort qui devrait donner lieu à des belles affiches, étant donné que la majorité des grosses cylindrées, seront présentes sur les terres égyptiennes.

Dans la foulée, des nations, en déclin depuis des années, sont en train de sonner leur réveil, à leur tête le Nigeria, qui avait brillé par son absence en 2017, revient en force et se positionne déjà comme l'un des favoris de la compétition.

L'Algérie, dont il s'agit de la 18^e participation à la CAN, s'est qualifiée en terminant leader du groupe D avec 11 points, avec une longueur d'avance



sur son poursuivant direct le Bénin (10 pts). L'Egypte s'est vu attribuer l'organisation de la 32^e édition du rendez-vous continental, en remplacement du Cameroun, recalé par la Confédération africaine (CAF) en raison du retard accusé dans les travaux des stades devant abriter le tournoi. Le pays des «Pharaons», qui avait déjà abrité le plus grand tournoi footballistique en Afrique à quatre reprises (1959, 1974, 1986 et 2006) a été préféré à l'Afrique du sud, pays hôte en

1996 et 2013. La CAN-2019, qui se jouera pour la première fois en présence de 24 nations, est la quatrième phase finale de suite à changer de pays-hôte.

La CAN-2013 devait avoir lieu en Libye mais, pour des raisons sécuritaires, avait été confiée finalement à une Afrique du sud censée abriter l'édition 2017. Le Maroc a ensuite refusé d'accueillir la CAN-2015, prétextant l'épidémie du virus Ebola qui sévissait dans une partie du continent et la Guinée équatoriale avait été appelée

à la rescousse. Et la CAN-2017, d'abord attribuée à l'Afrique du sud puis à la Libye, avait finalement eu lieu au Gabon.

Liste des pays qualifiés pour la CAN2019 :

Egypte (pays hôte), Algérie, Ghana, Tunisie, Côte d'Ivoire, Cameroun, Sénégal, Maroc, Nigéria, RD Congo, Mali, Guinée, Ouganda, Afrique du Sud, Guinée Bissau, Zimbabwe, Angola, Burundi, Mauritanie, Namibie, Bénin, Kenya, Tanzanie, Madagascar.

Noël Le Graët souhaite une rencontre France-Algérie en 2020

Le président de la Fédération française de football (FFF), Noël Le Graët, a réitéré son souhait d'organiser, avant son départ en 2020, une rencontre entre les sélections française et algérienne, a-t-on appris mardi de source proche de la FFF.

La déclaration de Le Graët a été faite lors du vernissage, lundi soir, de l'exposition "Football et monde arabe, la révolution du ballon rond" à l'Institut du monde arabe (IMA) de Paris qui débute mercredi et durera jusqu'au 21 juillet. Il a qualifié de "rêve" d'assister à une telle rencontre en Algérie avant la fin de son mandat.

Le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a également exprimé le même vœu lors de la cérémonie, à laquelle a pris part l'ambassadeur d'Algérie en France, Abdelkader Mesdouda, en présence du président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheïreddine Zetchi, et de deux membres de la mythique équipe du FLN, Saïd Amara et Dahmane Defnoun. Le président de la FFF a déjà exprimé, par le passé, ce souhait. "Il est invraisemblable

qu'on ne puisse pas organiser des matchs contre l'Algérie, connaissant nos liens historiques", avait-il indiqué à la presse française. Le 6 octobre 2001, les deux équipes s'étaient rencontrées au stade de France à Saint-Denis, mais le match avait été interrompu à la 76^e minute après l'envahissement du terrain par des dizaines de supporters, alors que le score était de 4 buts à 1 en faveur de la sélection française.

Pour rappel, l'exposition de l'IMA porte un regard inédit sur l'histoire de onze moments mythiques qui ont marqué le football arabe, à travers des photographies, des conférences, des documentaires et la mise en place d'un terrain de football sur



le parvis de l'IMA pour accueillir des mini-tournois. Un hommage particulier est rendu au football algérien à travers le parcours de l'équipe du FLN et de l'EN 82 pour sa contribution à faire évoluer le règlement de cette discipline suite au fameux match combiné entre l'Allemagne et l'Australie afin de faire barrage à l'Algérie et de l'empêcher de se qualifier au second tour.

CAN-2019 : Le sélectionneur de la RD Congo prolongé de quatre mois

Le sélectionneur de la RD Congo, Florent Ibenge a bénéficié d'un prolongement de quatre mois de son contrat, avec l'objectif de gagner la Coupe d'Afrique des Nations de football (CAN-2019), dont la phase finale aura lieu en Egypte du 21 juin au 19 juillet, rapportait hier la presse locale. « Nous avons décidé de faire signer un contrat de 4 mois au staff de la sélection congolaise, avec pour objectif de gagner

la CAN 2019. Ensuite, nous verrons s'il faudra le reconduire d'une ou deux années supplémentaires », a indiqué secrétaire général aux Sports Barthelemy Okito à la radio Top Congo FM. En revanche, si Ibenge ne remplit pas la mission, lui et son staff seront remerciés, stipulera le contrat. « Dans le cas contraire, c'est-à-dire, si les objectifs à la CAN ne sont pas atteints, nous serons dans l'obligation de nous

séparer du coach et de son staff », a précisé Okito. Florent Ibenge, fortement contesté par les supporters congolais, est parvenu à assurer l'essentiel avec la qualification de la RD Congo à la CAN-2019, le mois dernier. Selon la presse locale et au vu des dernières performances des Léopards, l'objectif de remporter le titre suprême en Egypte s'annonce très difficile à atteindre sur le papier. Le sélectionneur lui-même ne

s'est d'ailleurs pas montré très optimiste. « Quand les joueurs sont de ce niveau-là, qu'est-ce qu'on peut se donner comme objectif. Il ne faut pas mettre une pression pour rien, on y va pour faire le mieux possible », avait déclaré Florent Ibenge. La RD Congo s'est qualifiée pour la CAN-2019 en seconde position du groupe G, derrière le Zimbabwe, alors que le Liberia et le Congo ont été éliminés.

JO-2020-DAMES (ÉLIMINATOIRES/1ER TOUR): Résultats des matchs retour

Résultats du premier tour des éliminatoires du Tournoi de football dames, zone Afrique, des Jeux Olympiques, Tokyo 2020, dont les rencontres retour ont été jouées, en début de semaine.

Retour aller

Tchad - (+) Algérie 1-1 0-2
Maroc - (+) Mali 2-2 1-3
Ouganda - (+) Éthiopie 0-1 2-3
RD Congo - (+) Tanzanie 1-0 2-2
Congo - (+) Gabon 0-2 2-0
Gabon au tabl (5-3)
Mozambique - (+) Malawi 0-3 1-11
Namibie - (+) Botswana 2-2 0-1
(+) Côte d'Ivoire - Sierra Leone (forfait du Sierra Leone)
Angola - (+) Zambie (forfait de l'Angola)

Le second tour verra l'entrée en lice du Nigeria, Cameroun, Guinée Equatoriale, Ghana, Kenya, Zimbabwe et Afrique du Sud.

JO-2020-DAMES (ÉLIMINATOIRES/2E TOUR): Programme des matchs

Programme des matchs du second tour des éliminatoires du Tournoi de football dames, zone Afrique, des Jeux Olympiques, Tokyo 2020, dont les rencontres aller auront lieu le 26 août et le retour, le 1er septembre 2019.

Algérie - Nigeria
Côte d'Ivoire - Mali
Éthiopie - Cameroun
Tanzanie - Guinée Equatoriale
Gabon - Ghana
Malawi - Kenya
Zambie - Zimbabwe
Botswana - Afrique du Sud.

CHAMPIONNAT INTER- RÉGIONS (GR. EST - 28E J) : Résultats partiels et classement

Résultats complets et classement à l'issue des matchs de la 28e journée du Championnat Inter-régions de football, groupe Est :

ES Guelma - NRB Grarem 3-6
ESB Besbes - CRB Drénant 1-1
WM Tébessa - NASR El Fedjoudj 1-1
IRB El Hadjar - MSP Batna 1-1
Hamra Annaba - IRB Robbah 3-0
CRB Aïn Yagout - CB Mila 2-0
NRC Boudjelbana - O. Magrane 2-0
ES Bouakeul - MB Rouissat 0-0

Classement :	Pts	J
1). MSP Batna	65	28
Accède en amateur		
2). ES Guelma	45	28
3). IRB El Hadjar	43	28
4). MB Rouissat	42	28
5). IRB Robbah	39	28
→). CRB Drénant	39	28
→). ES Bouakeul	39	28
→). NRC Boudjelbana	39	28
9). WM Tébessa	38	28
10). O. Magrane	37	28
→). CRB Aïn Yagout	37	28
12). CB Mila	36	28
→). NASR El Fedjoudj	36	28
14). Hamra Annaba	32	28
→). NRB Grarem	32	28
16). ESB Besbes	30	28

LIGUE 1 : Le MC Oran revient à la case départ avant deux périlleux déplacements de rang

Le MC Oran a entamé sa série de trois déplacements de rang par une défaite sur le terrain du MC Alger (1-0) mardi soir dans le cadre de la mise à jour de la Ligue 1 de football, hypothéquant à nouveau ses chances dans la course au maintien.

Face à un adversaire très amoindri par des défections de taille dans son effectif, les Oranais pensaient pourtant avoir une aubaine à saisir pour signer une deuxième victoire de suite et se rassurer davantage avant de se rendre respectivement à Tizi-Ouzou et Tadjenamet lors des deux prochaines journées du championnat.

C'est ce qui explique du reste la grosse déception qui s'est emparée de l'entraîneur français des «Hamraoua», Jean-Michel Cavalli, qui a dû se mordre les doigts en constatant que les siens étaient passés à côté d'une victoire, surtout en ratant un penalty en première période qui allait leur donner l'avantage.

Il faut dire que le coach commence à prendre conscience du danger guettant son équipe, d'où son insistance, dans ses déclarations d'après-match, sur la nécessité de laisser le club



parmi l'élite, un message qu'il voulait transmettre à ses capés pour les responsabiliser davantage. En tout cas, la suite du parcours s'annonce délicate pour les «Hamraoua».

Outre leurs deux prochains déplacements d'affilée chez la JS Kabylie, qui joue le podium, et le DRB Tadj-

nanet, un adversaire direct dans la course au maintien, ils auront à faire un dernier voyage de la saison chez le leader, l'USM Alger (29e journée), alors qu'à domicile, ils accueilleront le CS Constantine et le NA Hussein-Dey, deux adversaires qui visent le podium, lors des 28e et 30e journées de l'épreuve.

Avant la 26e journée, le MCO, qui a consommé tous ses matchs en retard, occupe la 10e place au classement avec 28 points, devançant de deux unités le 14e et troisième potentiel relégable, l'AS Aïn M'illa, qui compte néanmoins un match en moins.

ALLEMAGNE : Un nouveau coach pour M'Gladbach la saison prochaine

Le Borussia Mönchengladbach, club de la Bundesliga, sera entraîné, la saison prochaine, par le coach de l'équipe autrichienne du RB Salzbourg, Marco Rose, a annoncé hier le concerné lui-même. L'Allemand de 42 ans a signé jusqu'en 2022 et succèdera à Dieter Hecking, que la direction du club a décidé de limoger en fin de saison. "Je me suis décidé pour ce nouveau défi en Bundesliga. Le Borussia est un beau club avec de grandes ambi-

tions et une grande culture des supporters. Ce sont des choses qui m'ont attiré, c'est pour cela que je me suis décidé pour eux", a indiqué Rose, cité depuis Salzbourg par l'agence sportive SID.

Rose était sous contrat avec le RB jusqu'en 2020 et, selon la presse, Mönchengladbach versera au club autrichien une indemnité de trois millions d'euros. Avec Salzbourg, Rose a remporté la UEFA Youth League avec les

U19 en 2017. Devenu coach de l'équipe première, il a gagné la saison dernière le championnat d'Autriche et atteint les demi-finales de l'Europa League. Après un excellent début de saison qui lui a permis de rester sur le podium jusqu'à début février, le Borussia a traversé une mauvaise passe. Il est actuellement cinquième, encore qualifié pour l'Europa League, mais à quatre points de la quatrième place, qualificative pour la Ligue des champions.

ANGLETERRE - TOTTENHAM : Blessé, Kane promet de revenir plus fort

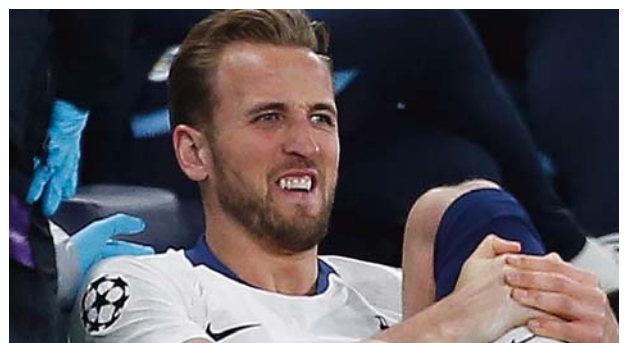
Harry Kane, l'attaquant vedette de Tottenham qui s'est blessé à la cheville gauche mardi en quart de finale aller de Ligue des champions contre Manchester City (1-0), a promis hier de revenir plus fort que jamais.

"J'étais dégoûté de sortir sur blessure, mais chaque obstacle donne une chance de revenir plus fort", a tweeté mercredi l'international anglais qui pourrait manquer le reste de la saison. Touché dans un choc avec Fabian Delph à la 55e minute, Kane s'était tordu de douleur, avant de regagner les vestiaires, soutenu par deux membres de l'encadrement des Spurs.

Interrogé à l'issue du match sur la possibilité d'une fin de saison prématurée

pour l'international anglais, l'entraîneur Mauricio Pochettino a répondu par "oui", expliquant que Kane "s'est tordu la cheville et c'est une action sur laquelle il peut s'abîmer les ligaments. A

première vue, ça n'a pas l'air bien. C'est douloureux, mais il faudra voir dans les prochains jours", a réagi l'Argentin. Kane avait retrouvé la compétition début mars lors des huitièmes de finale



de la Ligue des champions, après plusieurs semaines d'absence pour des "lésions ligamentaires à la cheville gauche" survenues en janvier. Le quart de finale retour contre City est prévu le 17

avril à Manchester. Si les craintes de Pochettino venaient à se matérialiser, Kane pourrait aussi manquer la phase finale de la Ligue des nations avec l'Angleterre, prévue en juin, au Portugal.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE FOOTBALL : L'AGO fixée au 2 mai prochain (FAF)

La fédération algérienne de football (FAF) tiendra son assemblée générale ordinaire (AGO) le jeudi 2 mai prochain au centre technique national de Sidi Moussa (10h00), a appris l'APS hier de l'instance fédérale.

Les travaux de cette AGO devaient se dérouler le 24 avril avant d'être reportés à une date ultérieure. Cette AGO intervient au moment où l'ancien président de la commission électorale de la FAF Ali Baâmar notamment, a remis

en cause la "légitimité" du président Kheireddine Zetchi, élu le 20 mars 2017 à la tête de la FAF en remplacement de Mohamed Raouraoua, qui avait décidé de ne pas briguer un nouveau mandat.

KOULIBALY TOUT PROCHE DE LA PROLONGATION ?

D'après les informations obtenues par Rai Sport, le défenseur s'apprête à signer un nouveau bail avec le SSC. Il serait assorti d'un salaire de 7 millions d'euros par an et d'une clause libératoire de 150 millions d'euros, valable à compter de 2020. Convoité par le Real Madrid, Manchester United et Manchester City, Koulibaly devrait donc s'inscrire dans la durée avec Naples.



LE PLAN DE PÉREZ POUR GARDER VARANE

Le président du Real Madrid, Florentino Pérez, a une idée derrière la tête à propos de Raphaël Varane. De toute évidence, le patron de la Casa Blanca a compris que le défenseur central se posait des questions à propos de son futur. Varane a fait savoir publiquement qu'il y aurait une réunion, à ce sujet, en fin de saison. Cela tend à prouver que le champion du monde français n'exclut pas le fait de changer d'air lors du mercato estival. Pour l'heure, l'ancien Lenois ne privilégie pas cette option. Il a conscience d'avoir de la chance d'être titulaire fréquemment au Real, qui est l'un des plus grands clubs du monde avec lequel il a remporté des titres en rafale, et de jouer - à nouveau - sous les ordres de Zinedine Zidane. Néanmoins, Raphaël Varane veut être fixé à propos de son statut au Stade Santiago Bernabéu.

Qui dit statut, dit forcément reconnaissance de son apport sportif et humain au sein du club madrilène depuis son arrivée en 2011. A 25 ans, le natif de Lille pourrait voir d'un bon œil la possibilité d'obtenir une revalorisation salariale. D'après le quotidien As, Florentino Pérez mise sur cette option.

MATA hésite à prolonger

Le milieu de terrain de Manchester United, Juan Mata, s'est proposé un nouveau bail par ses dirigeants. Mais l'international espagnol passé par Chelsea hésite à répondre positivement aux Red Devils.

Prolongera-t-il avec Manchester United ? Juan Mata étudie la proposition des Red Devils comme le confirme son père et agent : « Manchester United a proposé de nous renouveler, nous sommes très heureux », a-t-il déclaré à Cadena SER. « Mais il y a des propositions d'équipes de la Ligue des Champions. L'Espagne, peut-être, mais ce n'est pas le jour pour parler, ce n'est pas encore décidé. » a-t-il ajouté.

Le joueur de 30 ans est en fin de contrat l'été et Sky Sports News croit comprendre qu'il a déjà eu des discussions avec Barcelone sur un projet de transfert au camp de Nou. Mais pour le moment, Juan Mata veut se concentrer sur la fin de la saison. « Nous devons respecter les fans de Manchester United. Il est très apprécié ici » conclut Mata senior.

Un énorme salaire pour Rashford ?

Si Ander Herrera se rapproche de la sortie, Manchester United compte bien blinder ses pépites. Parmi celles-ci, Marcus Rashford (21 ans, 39 matchs et 13 buts toutes compétitions cette saison), qui pourrait bien toucher le pactole. En effet, le Daily Mirror explique que l'attaquant anglais, dont le contrat expire en juin 2020, devrait prolonger jusqu'en juin 2025, avec à la clé, un salaire hebdomadaire de 350 000 euros, soit 18,2 millions d'euros par an. A ce tarif, le Red Devil ne devrait pas hésiter une seule seconde.

VAN DIJK: «MAREGA EST DUR À JOUER»

Si, malgré plusieurs occasions franches, il n'a pas réussi à marquer lors d'un septième match consécutif en Ligue des champions mardi soir, lors de la défaite de son équipe de Porto sur la pelouse de Liverpool en quart de finale aller (2-0), Moussa Marega a livré un beau duel avec les défenseurs des Reds, et notamment Virgil van Dijk. « Il est fort, dur à jouer, mais chaque buteur auquel je me frotte est rude. Et j'aime ces batailles », a ensuite commenté le Néerlandais, amené à s'exprimer sur l'attaquant international malien, natif des Ulis et

Lloris satisfait de sa performance

Auteur d'un arrêt déterminant sur un penalty en début de match, Hugo Lloris a permis à Tottenham de rester dans la partie face à Manchester City. Le gardien français exulte après les critiques qui sont abattues sur lui depuis quelques semaines en Angleterre.

Hugo Lloris est de retour. Le gardien français a permis à son équipe de s'imposer face à Manchester City (1-0) mardi soir en match aller des quarts de finale de la Ligue des Champions. Déterminant en début de match, il a ensuite continué avec des arrêts de grande classe face aux attaquants des Citizens.

Ça reste un fait de jeu, on va dire qu'ils ne marquent pas et que ça nous permet de rester dans le match ; s'ils avaient marqué, ça aurait été un tout autre match. a déclaré le gardien des Spurs à l'issue du match.

Malgré ce succès, Hugo Lloris sait que le plus dur attend son équipe à l'Etihad Stadium au retour. « Ce genre de victoires va nous permettre de prendre confiance et de continuer à progresser » a-t-il ajouté.



ALGÉRIE-ONU
L'Algérie
primée
au Sommet
mondial sur
la société de
l'information
à Genève

L'Algérie a été distinguée, mardi à Genève, en remportant le prix de la catégorie «Rôle des Gouvernements et de tous les acteurs dans la promotion des TIC pour le développement», et ce dans le cadre de la 8^{ème} édition du concours annuel du Sommet mondial sur la société de l'information organisé par l'Union internationale des télécommunications du 8 au 12 avril, indique un communiqué du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. L'Algérie a reçu ce prix en récompense d'un projet relatif au «service de la télé-déclaration et du paiement pour les cotisations à la sécurité sociale» que la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a présenté parmi les 1.140 projets en compétition, concernant la promotion et l'utilisation des TIC, en ce sens qu'elle a pu convaincre un groupe d'experts après analyse approfondie de cinq oeuvres ayant atteint la phase finale.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la modernisation du système de la sécurité sociale notamment à travers l'introduction et la généralisation de l'utilisation des technologies de pointe de l'information et de la communication en vue de faciliter les procédures administratives et améliorer le service public des citoyens ainsi que des employeurs et des affiliés aux caisses de la sécurité sociale, précise le communiqué. Depuis sa création, plus de 300.000 participants ont pris part à ce concours onusien qui est ouvert aux gouvernements, aux secteurs privés, aux institutions internationales et régionales, à la société civile et aux instances académiques, où un seul projet est choisi annuellement sur un total de 18, moyennant son impact sur la mise en oeuvre des résultats du Sommet et sa contribution au développement durable. Le prix a été reçu par le Directeur général de la CNAS au nom du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Tidjani Hassan Haddam, ajoute la même source.

APS

OPEP

Le Sahara Blend
algérien augmente à
66,38 dollars en mars

Les cours du Sahara Blend, le brut de référence algérien, ont progressé de 2,08 dollars en mars, soutenus par les efforts des pays producteurs Opep/non Opep visant à limiter la production pétrolière afin de stabiliser le marché.



Selon les chiffres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) dans son rapport mensuel publié mercredi, la moyenne mensuelle des prix du Sahara Blend s'est établie à 66,38 dollars le baril en mars contre 64,30 dollars un mois auparavant. Le prix du Sahara Blend est établi en fonction des cours du Brent, côté sur le marché de Londres avec une prime additionnelle pour ses qualités physico-chimiques appréciées par les raffineurs. La hausse du brut algérien intervient dans un contexte de rebond général des prix au marché pétrolier mondial,

qui ont atteint leur plus haut niveau depuis octobre dernier, «malgré les incertitudes concernant les perspectives d'offre de plusieurs régions», note l'Organisation dans son rapport. L'Opep explique cette tendance par «le renforcement des fondamentaux du marché pétrolier et de l'amélioration du sentiment du marché, soutenu par l'engagement de l'Opep et de ses partenaires non Opep». Le rapport de l'Opep indique, par ailleurs, que la production de l'Algérie en mars dernier a atteint 1,023 million de barils par jour (Mb/j), soit en léger repli de 2.000 ba-

riils par jour comparativement à la production moyenne de février (1,025 Mb/j). Globalement, les pays de l'organisation ont produit 30,022 Mb/j en mars, contre 30,557 Mb/j en janvier, selon des sources secondaires. L'organisation a ainsi vu sa production diminuer de près de 534.000 barils/jour, en raison notamment d'une forte baisse en Arabie Saoudite, Venezuela et Irak.

La moyenne du prix du panier de l'Opep a connu une hausse de 2,54 dollars en mars comparativement à celle de février, pour atteindre 66,37 dollars le baril.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME
Une importante cache
de munitions découverte
près de la bande frontalière
à Tamanrasset

Une importante cache de munitions a été découverte mardi près de la bande frontalière à Tamanrasset par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les services des Douanes algériennes, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire, en coordination avec les services des Douanes algériennes, a découvert, le 09 avril 2019, lors d'une patrouille de fouille et de recherche près de la bande frontalière à Tamanrasset (6^e RM), une cache de

munitions», a-t-il précisé dans un communiqué. Cette cache d'armes contenait 19 roquettes d'hélicoptères de type S8, 42 missiles antichars de différents calibres, 99 obus de mortiers calibre 82 mm, une roquette pour lance-roquettes de type RPG-7, 8 grenades FLG, ainsi que 72 fusées de différents calibres, a précisé la même source. «Ces résultats soutenus confirmement, manifestement, l'efficacité et l'efficacité des opérations multiples que réalisent les unités de l'Armée nationale populaire dans la sécurisation et la protection de toutes nos frontières nationales contre tous les risques et les menaces», a-t-on ajouté.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE
4 narcotrafiquants arrêtés
et 10 kg de kif traité saisis
à Bordj Badji Mokhtar

Quatre (4) narcotrafiquants ont été arrêtés mardi à Bordj Badji Mokhtar par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) et des éléments de la Gendarmerie nationale, en coordination avec les Services des Douanes Algériennes, qui ont également saisi 10 kg de kif traité, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire et des éléments de la Gendarmerie nationale, en coordination avec les services des Douanes algériennes, ont arrêté, le 9 avril 2019 à

Bordj Badji Mokhtar (6^e Région militaire) quatre (4) narcotrafiquants et saisi (10) kilogrammes de kif traité, (57) unités de Cannabis et (280) unités de différentes boissons», précise la même source. Par ailleurs, un détachement de l'ANP «a arrêté, à Tamanrasset (6^e RM), dix (10) orpailleurs et saisi (06) détecteurs de métaux, (6) groupes électrogènes, (7) marteaux piqueurs et deux (2) véhicules tout-terrain», alors qu'un autre détachement de l'ANP a saisi une (1) tonne de denrées alimentaires destinées à la contrebande, à In-Guezzam», rapporte également le communiqué du MDN.

RAGE :

L'Algérie n'est pas concernée par le vaccin
falsifié signalé par l'OMS

Le Directeur de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Dr. Djamel Fourar a affirmé, hier à Alger, que l'Algérie «n'est pas concernée par le vaccin antirabique falsifié, produit aux Philippines, signalé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS)». Le Dr. Fourar a précisé à l'APS que la mise en garde adressée par l'OMS concernant le vaccin cellulaire antirabique falsifié, produit aux Philippines, «ne concerne pas l'Algérie qui importe son vaccin d'un autre pays où toutes les normes de fabrication sont respectées, en sus d'une partie importante de ce vaccin produite à l'Institut Pasteur dans le pays», soulignant que le vaccin importé

est sûr et contrôlé au niveau des laboratoires nationaux. Il a rassuré, à ce propos, tous les utilisateurs du vaccin antirabique importé, indiquant que ce dernier est soumis au contrôle «strict» de l'Institut Pasteur, avant d'être administré aux citoyens. Il existe deux types de vaccin antirabique utilisés en Algérie: le premier est cellulaire importé de l'étranger et le second inactivé et lyophilisé (issu de source locale), produit localement par l'Institut Pasteur. Le même responsable a rappelé, à cette occasion, que la rage causait le décès de 20 personnes/an et que plusieurs secteurs sont concernés par la lutte contre cette zoonose, tels que le ministère de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, celui de l'Intérieur, des

collectivités locales et de l'aménagement du territoire et celui de la Santé. Dans ce cadre, M. Fourar a évoqué l'arrêté ministériel de 2015 qui fixe distinctement la responsabilité de chaque secteur afin d'éviter ensemble à l'éradication de cette zoonose virale en Algérie, appelant, d'autre part, les éleveurs d'animaux domestiques et les agriculteurs à l'impératif de vacciner ces animaux et de multiplier les fourrières animales et le ramassage des animaux errants, principaux vecteurs de cette maladie. Le ministère de la Santé prend en charge annuellement 120.000 cas de morsures causées par les chats et les chiens, qui provoquent 20 décès/an dont la majorité des enfants.